



***LE CAPITAL
AU XXI^E SIÈCLE***
DE THOMAS PIKETTY

**JEAN-PIERRE BROVELLI
DOMINIQUE PAVY
JEAN-FRANÇOIS PESSIS**
AVRIL 2016

SOMMAIRE

01 LES PRINCIPALES THÈSES DE L'OUVRAGE	3
01_01 Le «patrimoine roi», situation prédominante en régime capitaliste	4
01_02 Les fluctuations des situations patrimoniales depuis 1700, dans le monde	7
01_03 Les spécificités des inégalités aux xx ^e et xx ^e siècles	15
01_04 Réguler le capital au xix ^e siècle par un impôt mondial	19
02 CRITIQUES DU CAPITAL AU XXI^e SIÈCLE DE THOMAS PIKETTY	22
02_01 Les critiques des libéraux	22
02_02 Allegre et Timbeau, une critique sociale-libérale	25
02_03 Critiques marxistes	25
02_04 Deux autres types de critique	28
ANNEXES	29

Le texte qui suit comporte de nombreuses références à l'ouvrage de Piketty, Le Capital au xxi^e siècle, à destination des lecteurs qui le possèdent, mais il est aussi accessible à ceux qui ne le possèdent pas encore.

Les graphiques cités en référence sont décrits de façon à ce que l'on puisse se passer de leur représentation en première lecture. Le graphique 3.2, (numérotation utilisée par Piketty) le plus souvent cité, figurant la courbe du capital en France entre 1700 et 2010, est donné en annexe. Tous les graphiques et tableaux de l'ouvrage sont consultables sur le site : <http://piketty.pse.ens.fr/capital21c> et sont accessibles par les notes de bas de page.

Pour permettre de localiser les citations, ce ne sont pas les numéros de pages mais les intitulés de chapitres et paragraphes qui ont été utilisés, de façon à ce que cet article destiné à être lu en deux langues, soit compatible avec la version anglaise de l'ouvrage.

01 LES PRINCIPALES THÈSES DE L'OUVRAGE

Piketty replace son analyse du capital au xxi^e siècle dans une histoire générale du patrimoine et des inégalités, depuis le début du xviii^e siècle.

Dans son ouvrage, il utilise indifféremment les termes de « capital » et de « patrimoine » : « pour simplifier l'exposition, nous utiliserons les mots "capital" et "patrimoine" de façon interchangeable, comme des synonymes parfaits »⁰¹.

On trouve chez Piketty l'idée que l'on peut être riche par le patrimoine ou par le revenu. On peut aussi l'être par les deux, mais seulement pour les salariés du haut de l'échelle. Ces deux aspects de la richesse sont antagonistes. Généralement la richesse des rentiers détenteurs de patrimoine, se réalise au détriment de celle des salariés ou tout au moins de la grande majorité des salariés. Les hauts salaires font exception, en mettant justement leurs titulaires en position de devenir des rentiers très fortunés par l'épargne que ces revenus peuvent procurer.

Une fois la richesse par le patrimoine acquise elle s'accroît par les revenus qu'elle génère, le plus souvent épargnés, à un rythme supérieur à celui des revenus salariaux. Cela constitue pour Piketty la cause principale de l'importance prise par le patrimoine par rapport au revenu dans la richesse des ménages aujourd'hui.

La montée de l'importance du patrimoine s'accompagne dans certains pays du creusement des inégalités de revenu. C'est le cas aux États-Unis : les 1 % les plus riches de la population détenaient 8 % du Revenu National en 1981, ils en détiennent 20 % en 2012.

Après l'analyse de la montée du patrimoine, Piketty entreprend dans son ouvrage celle des aspects des inégalités.

Le livre se compose de quatre parties : 1^{ère} revenu et capital, 2^e la dynamique du rapport capital/revenu, 3^e la structure des inégalités, 4^e réguler le capital au xxi^e siècle.

Tous les points traités n'ont pas pu être abordés ici. Pour éviter un résumé-fleuve il a fallu faire des choix. Cette variation de contenu entre l'ouvrage et le résumé a amené à reformuler les intitulés des quatre parties. Par les changements d'intitulés, il s'est donc agi de faire apparaître les points ici retenus parmi ceux traités par l'auteur. Les libellés proposés sont les suivants :

- 01_01 Le « patrimoine roi », situation prédominante en régime capitaliste
- 01_02 Les fluctuations des situations patrimoniales depuis 1700 dans le monde
- 01_03 Les spécificités des inégalités au xxi^e siècle
- 01_04 Réguler le capital au xxi^e siècle
(sur ce dernier point une reformulation est apparue inutile)

⁰¹ Chapitre I, § Capital et patrimoine

Les deux premières parties de l'ouvrage traitent de l'antagonisme entre patrimoine et revenu, souvent illustré par les termes du choix entre travail et héritage : tantôt il est plus avantageux d'être héritier fortuné qu'accéder à un emploi supérieur, tantôt c'est l'inverse. La suite de l'ouvrage est consacrée à l'étude des inégalités aussi bien de patrimoine que de revenu et aux remèdes à l'inégalité.

01_01 Le «patrimoine roi», situation prédominante en régime capitaliste

Les caractéristiques de la prédominance du patrimoine sur le revenu dans la richesse

À partir de la lecture de l'ouvrage de Piketty, on peut dire que la prédominance du capital sur le revenu se manifeste essentiellement par un taux d'augmentation du patrimoine supérieur à celui du revenu, le patrimoine constituant en quelque sorte le levier permettant l'accélération de la richesse.

En se fondant sur l'histoire économique, on peut considérer qu'à l'échelle d'un pays un patrimoine global des ménages égal à cinq fois le revenu national constitue l'indicateur de la primauté du patrimoine sur le revenu. On peut considérer que ce niveau est représentatif d'un patrimoine qui s'accroît plus vite que le revenu de façon significative. Inversement une valeur de patrimoine inférieure à cinq années de revenu est le signe d'un revenu qui tend à croître aussi vite que le patrimoine. La Belle Époque (1895-1913) ⁰² constitue la période de référence pour la première situation. Le capital y est supérieur à cinq années de revenu et nous verrons, dans le développement qui suit, que parallèlement le taux de croissance du revenu est nettement inférieur à celui de l'augmentation du capital que nous assimilerons pour le moment à son taux de rentabilité. Les Trente Glorieuses (1950-1975) constituent la période de référence pour la seconde : sur plus de trente ans, bien qu'ascendante, la courbe du capital reste au dessous de cinq années de revenu ⁰³ et nous verrons que parallèlement le taux de croissance fort du revenu se rapproche de celui d'augmentation du capital.

Pour faciliter l'exposé on donnera à une situation où le patrimoine est supérieur ou égal à cinq années de revenu l'appellation de « patrimoine roi ».

Notons ici qu'en termes de comptabilité nationale, le revenu est un flux mesuré sur une année, alors que le capital est un stock dont les augmentations se cumulent au cours du temps.

Le rapport capital/revenu par année de revenu constitue un point central dans l'analyse de Piketty : il permet de prendre en compte la richesse sous son double aspect de patrimoine et de revenu. Dans *Le capital au XXI^e siècle*, il s'agit du patrimoine et du revenu des ménages. Ainsi le patrimoine pris en compte n'inclut pas une évaluation du capital productif des entreprises mais résulte de la somme des actifs détenus par les ménages – pour une approche plus précise des notions de revenu et de patrimoine on se reportera à l'annexe (page 30).

Ce rapport nous fait constater que la composition de la richesse varie au cours du temps, ainsi, en France, le patrimoine global des ménages correspondait à peine à plus de deux années de revenu national dans les années 1950, alors qu'en 2010 il s'établissait à 5,5 années de ce revenu ⁰⁴. On pourrait assimiler le pays à un ménage fictif représentatif d'une situation globale et lui appliquer cette approche d'une richesse constituée par l'addition d'un revenu et d'un patrimoine égal à cinq fois son montant. Un tel ménage n'est pas forcément le reflet de la situation la plus couramment rencontrée, car le patrimoine peut se trouver concentré sur un nombre restreint de ménages. Dans ce cas, la situation courante correspondra à un rapport capital/revenu faible, la plus grande partie des ménages se trouvant sans patrimoine alors que, calculé à partir de valeurs globales, ce rapport pourra être élevé

⁰² Graphique 3.2

⁰³ *idem*

⁰⁴ Chapitre III, § : *Les métamorphoses du capital au Royaume-Uni et en France*

au niveau du pays, si des ménages, bien que minoritaires, disposent d'un patrimoine très important.

La prédominance du patrimoine sur le revenu dans la richesse en longue période se manifeste en trois grands points dans l'ouvrage de Piketty :

- les témoignages littéraires du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle,
- la constatation statistique $r > g$ en longue période, avec r : taux de rendement moyen du capital et g : taux de croissance (en anglais : *growth*) du revenu national, inégalité qui signifie justement que le taux d'augmentation du patrimoine tend à être supérieur à celui du revenu,
- une courbe capital/revenu à l'avantage du capital depuis 1700.

Les témoignages littéraires de la richesse par le patrimoine

On peut voir le patrimoine roi, au début du XIX^e siècle et le prolongement de la situation au début du XX^e siècle dans les références que fait Piketty aux œuvres littéraires.

C'est, entre autres, à l'œuvre de Balzac, *Le Père Goriot*, publié en 1835, qu'à plusieurs reprises l'auteur a recours pour montrer la nature du capitalisme au début du XIX^e siècle, deux traits principaux du système apparaissent ainsi :

– le premier, la racine du capital dans l'activité entrepreneuriale : quand cette activité procure de hauts revenus, ils sont épargnés et donnent naissance au capital. Le père Goriot a choisi d'être fabricant de pâtes et marchand de grains, après une activité prospère il a vendu ses parts dans les affaires et a tout réinvesti dans des titres publics, placements plus sûrs. C'est ce capital qui lui permettra de marier ses filles dans la meilleure société parisienne de l'époque⁰⁵,

– le second, l'accumulation du capital peut être une source de revenus bien supérieure aux revenus d'activité. C'est le sens du discours de Vautrin à Rastignac, compagnon de pension du père Goriot⁰⁶. Vautrin démontre qu'il est bien plus avantageux d'épouser une héritière fortunée que d'exercer l'activité la mieux rémunérée qui soit.

C'est par un recours à Proust, que Piketty montre l'importance du patrimoine dans la richesse des classes supérieures avant l'effondrement des grandes fortunes au cours de la Première Guerre mondiale : « Quand Proust publie *Du côté de chez Swann*, en 1913, les rentes d'État semblent aussi indestructibles que le grand hôtel de Cabourg où le romancier va passer ses étés. En 1950, le pouvoir d'achat de ces rentes a été divisé par cent, si bien que les rentiers de 1913 et leurs descendants ne possèdent presque plus rien. »⁰⁷

Pour ce qui est du retour au patrimoine roi, à partir des années 80 du XX^e siècle, on ne trouve pas de références littéraires. Piketty se contente de données statistiques.

La constatation statistique de $r > g$ et de la prédominance du capital en longue période

Si l'on considère que l'essentiel des revenus du capital vient s'ajouter au patrimoine par l'épargne, $r > g$ signifie que le capital s'accroît plus vite que le revenu, r , taux de rendement du capital ($r = RK/K$, avec RK , revenu du capital et K , le capital), devient alors à peu près équivalent à son taux d'augmentation $\Delta K/K$ (voir l'annexe). Quant à g , rappelons qu'il s'agit du taux de croissance du revenu que l'on peut considérer comme taux de croissance du PIB (Produit Intérieur Brut) – pour un approfondissement voir l'annexe.

⁰⁵ Chapitre III, § : *La nature de la fortune : de la littérature à la réalité*

⁰⁶ Chapitre VII

⁰⁷ Chapitre III, § : *À qui profite la dette publique ?*

D'après les données statistiques $r > g$, correspond à une réalité économique.

Piketty estime que : « En France comme au Royaume-Uni, du ^{xviii}e au ^{xxi}e siècle, le rendement pur du capital⁰⁸ a oscillé autour d'une valeur centrale de l'ordre de de 4 % à 5 % par an, ou plus généralement dans un intervalle compris entre 3 % et 6 % par an, il n'existe pas de tendance massive dans le long terme ni à la hausse ni à la baisse. »⁰⁹

Alors que le rendement du capital a tendance à rester stable, depuis la fin des Trente Glorieuses le taux de croissance va s'abaissant, il n'était, en rythme annuel, que de 1,5 % en France sur la période 2000–2009 et de 0,8 % sur la période 2010–2013. On retrouve les taux de croissance relativement faibles du 19^e et du début du ^{xx}e siècle. Les chiffres de la croissance dans le monde depuis le début des temps, fournis par Piketty¹⁰, montrent, en dehors de la période des Trente Glorieuses, des taux partout inférieurs à la fourchette basse dans laquelle se situe le taux de rendement du capital.

$r > g$ pousse à la hausse le rapport capital/revenu et explique son niveau élevé, dont il a été question plus haut – toujours vérifié hors la période des Trente Glorieuses. Avec une valeur de 5,5 années de revenu, aujourd'hui le rapport se rapproche du niveau connu entre 1700 et 1910 qui était de 7. On peut conclure de cela une tendance du rapport capital/revenu à se maintenir à un niveau plus élevé que celui connu au cours des années 1950. Notons que pour la France, l'augmentation contemporaine de la place du patrimoine dans la richesse des ménages tient pour une part importante à la hausse du prix de l'immobilier. Le ménage fictif représentatif de la situation globale dispose donc d'un patrimoine de plus en plus important par rapport à son revenu, la composition de la fortune devient proche de celle à la Belle Époque (1895-1913). On peut conclure à une tendance de fond du système économique à porter le patrimoine à un niveau élevé dans la richesse de l'ordre de cinq à sept années de revenu.

Aussi, $r > g$ accroît la part des revenus du capital dans le revenu national. En effet si le capital s'accroît plus vite que le revenu national, il en sera de même des revenus du capital car ils correspondent à un taux de rendement à peu près constant. Une composante du revenu national, en l'occurrence les profits au sens large, s'accroissant plus vite que le tout, sa part ira nécessairement en augmentant au détriment de la part restante : celle des salaires.

En conclusion, la situation $r > g$ constitue une « force de divergence », selon l'expression de Piketty, dans la répartition de la richesse entre les ménages, elle caractérise ce que nous appelons ici « les périodes de patrimoine roi ».

On peut illustrer ce processus avec les données de la période contemporaine : il est clair qu'avec un rendement du capital de 4 % à 5 % et une hausse des revenus de l'ordre de 1,5 %, l'écart de richesse entre ceux qui disposent d'un patrimoine important et ceux qui ne disposent que de leur revenu s'accroît à peu près partout dans le monde. Les plus riches le sont donc de plus en plus par la seule dynamique de leur patrimoine. Piketty ne donne pas d'exemples nominatifs mais il est facile d'en trouver. Le cas le plus souvent cité est celui de Mme Liliane Bettencourt, deuxième fortune française, sans activité et de plus en plus riche. Notons cependant qu'en France, la part du décile supérieur des revenus dans le RN est à peu près stable depuis 2000¹¹, ce pays fait contraste avec le Royaume-Uni et les États-Unis, l'inégalité se creuse en France à un niveau plus fin que celui du décile.

Le retour aujourd'hui à une situation qui caractérisait la répartition de la richesse à la Belle Époque, dans la plupart des pays, est principalement dû à la

⁰⁸ voir la définition en annexe

⁰⁹ Chapitre vi, § : *Le rendement du capital dans l'histoire*

¹⁰ Chapitre ii, § : *La fin de la croissance ?*

¹¹ Graphique 8.1

baisse du taux de croissance : « la montée des inégalités patrimoniales est toujours le produit d'un monde de croissance lente, dans lequel le patrimoine issu du passé prend une importance considérable dans les dynamiques d'accumulation des fortunes » – Piketty dans *Alternatives Économiques*, n°328, octobre 2013.

On aboutit à des conclusions comparables sur le creusement des inégalités dans la répartition de la fortune, provoqué par la stabilité de r et la baisse de g , à partir de deux formulations arithmétiques dénommées par Piketty : « lois fondamentales du capitalisme », qu'on trouvera en annexe.

La courbe capital/revenu depuis 1700 à l'avantage du capital

L'avantage du capital se manifeste par la courbe capital/revenu pour tous les pays industrialisés et plus particulièrement en France et au Royaume-Uni. Elle est en forme de U et fait apparaître une prédominance des périodes où le capital excède cinq années de revenu. Cela apparaît nettement pour le cas de la France¹².

Sur la période qui s'étend de 1700 à 2010 soit trois-cent-dix ans, le capital est supérieur à cinq années de revenu jusqu'en 1910 soit deux-cent-dix ans et on retrouve cette situation de 2000 à 2010. On totalise donc deux-cent-vingt années de capital supérieur à cinq années de revenu, soit plus des deux tiers de la période et la tendance se poursuit. Le passage du patrimoine sous les cinq années de revenu ne se vérifie que de 1910 à 2000 soit quatre-vingt-dix ans, un peu moins du tiers de la période.

01_02 Les fluctuations des situations patrimoniales depuis 1700, dans le monde

Alors que le premier point, ci-dessus, consiste en un développement continu, dans les trois points suivants certains aspects sont quelques peu développés; pour les autres le lecteur est invité à se reporter à l'ouvrage de Piketty.

Le premier point cherche à rendre compte de la conception par Piketty du mécanisme de constitution et d'extension du patrimoine, ce qui nécessite une continuité dans l'exposé. Cette exigence est moins forte pour les trois suivants qui consistent dans l'exposé de situations historiques ou actuelles, ainsi que de remèdes aux inégalités. Les aspects développés sont censés donner tout de même une idée de l'ensemble.

Il existe donc une dynamique du capital qui tend à le faire croître plus vite que le revenu. D'une manière générale on peut dire que le capital s'auto-alimente par les revenus qu'il produit, ainsi, même à taux constant les intérêts donnent naissance à un flux de revenu croissant, car chaque année ils viennent, au moins en partie, se cumuler au capital par l'épargne. C'est un point central de l'ouvrage de Piketty qui affirme que l'accumulation passée « dévore l'avenir », entendant par là que le capital accumulé dans le passé permet de bénéficier dans le présent et le futur d'un flux de revenu qui s'accroît plus vite que les salaires, donc à leur détriment dans la répartition de la valeur de la production.

Mais cette dynamique du capital, comme l'indique la courbe capital/revenu national (K/RN), peut être contrariée par les guerres et les bouleversement d'après-guerre ou des évolutions du système économique et social. Ce fut le cas du passage à un capitalisme de compromis social qui a été en vigueur de l'après-seconde-guerre mondiale aux années 1970, système évidemment moins favorable au patrimoine qu'un capitalisme libéral. La dynamique du capital va ensuite reprendre de la force à partir des années 80 avec le retour d'un capitalisme de type libéral¹³.

¹² Graphique 3.2

¹³ Piketty ne donne pas ces qualificatifs au capitalisme, l'auteur de ce résumé a pris cette liberté pour caractériser rapidement le contexte économique et social de l'évolution du rapport capital/revenu

Ainsi, les situations patrimoniales ont fluctué et c'est donc une courbe, en forme de U, représentative du capital en années de revenu qui en rend compte.

On trouve cette courbe en U dans tous les pays industrialisés entre 1700 et 2010, avec des particularités nationales qui n'empêchent pas les courbes européennes d'être plutôt semblables. C'est ce que montrent les cas du Royaume-Uni, de la France et de l'Allemagne¹⁴. Mais ces particularités entraînent une divergence de physionomie forte entre les courbes européennes et la courbe américaine¹⁵.

Les graphiques retenus ici représentent les courbes du capital national total (privé+public), on aurait pu retenir celles du capital privé, mais les premières ont été préférées car les graphiques font apparaître les changements dans la composition du capital au cours du temps. Compte tenu de l'importance déterminante du capital privé dans le capital total, les formes des deux types de courbes sont à peu près identiques, on peut le vérifier avec le graphique 3.6¹⁶.

Le haut niveau de départ des courbes du capital (K/RN) en Europe au XVIII^e siècle et le niveau moindre aux États-Unis

Le haut niveau de départ de K/RN (de l'ordre d'un capital égal à 700% du Revenu National), pour les courbes européennes, qui persiste entre 1700 et 1910 correspond à une période de capitalisme libéral, comme il a été dit plus haut.

Il s'agit d'un capitalisme d'affaires puis d'un capitalisme industriel qui apparaît vers 1830 en France et en Allemagne. Au Royaume-Uni, son pays de naissance, le capitalisme industriel apparaît de façon plus précoce. À la fin du XVIII^e siècle l'Angleterre est le seul pays à connaître la révolution industrielle, mais en ces débuts de ce qui va être l'ère de l'industrie, l'agriculture reste prédominante : « l'agriculture représentait au XVIII^e siècle près des trois quarts de l'activité économique et de l'emploi »¹⁷. Les terres sont recherchées et elles représentent une part importante de la richesse. Ainsi s'explique le haut niveau du capital dans la vieille Europe, et surtout en France. Dans ce pays le droit d'aînesse a permis d'éviter le morcellement et d'assurer le maintien des patrimoines terriens à travers les héritages.

La période XVIII^e-XIX^e siècle est favorable à la rentabilité du capital en particulier commercial, à l'épargne des classes « supérieures », et est marquée par un taux de croissance faible de la production et du revenu. Dans tous les pays, hormis le Royaume-Uni, la révolution industrielle n'en est qu'à ses débuts au XIX^e siècle et ne produira ses effets sur la croissance que plus tard – d'où un faible niveau de g entraînant $r > g$ et un niveau élevé de $s/g = K/RN$. Le capital est de niveau élevé et ne passera sous les 500% du revenu national qu'aux alentours de 1910 aussi bien au Royaume-Uni, qu'en France et en Allemagne¹⁸. Cette chute va s'accélérer à l'issue de la Première Guerre mondiale.

Pour les États-Unis, le niveau de départ, en 1770, ne se situe qu'à 300% du revenu national¹⁹, la branche descendante à pente forte qui va aller vers une courbe en U ne s'enclenche qu'en 1930²⁰, vingt ans plus tard qu'en Europe. Ce décalage avec les courbes européennes s'explique par des perturbations économiques dues à la Première Guerre mondiale bien moindres aux États-Unis.

Le faible niveau de départ de la courbe K/RN a essentiellement deux causes aux États-Unis :

- au XVIII^e et début XIX^e, le patrimoine est principalement constitué de terres agricoles abondantes donc peu chères.
- le capital, financier et industriel d'une population grandement constituée de

¹⁴ Graphiques 3.1, 3.2, et 4.1

¹⁵ Graphique 4.6

¹⁶ Graphique 3.6

¹⁷ Chapitre III, § : Les métamorphoses du capital au Royaume-Uni et en France

¹⁸ Graphiques 3.1, 3.2, et 4.1

¹⁹ Graphique 4.6

²⁰ idem

nouveaux arrivants est très faible : « Les nouveaux arrivants qui représentent une très forte part de la population américaine, n'ont pas traversé l'Atlantique avec leur capital logement ou leurs machines, et il leur faut du temps pour accumuler l'équivalent de plusieurs années de revenu national en biens immobiliers et en équipements professionnels. »²¹

Piketty explique ensuite comment, au cours du temps, l'écart entre les États-Unis et l'Europe va se réduire.

« Au cours du XIX^e siècle, cette situation va évoluer. La part de l'agriculture dans la production diminue progressivement et la valeur des terres agricoles devient de plus en plus faible, comme en Europe. Mais les États-Unis accumulent un stock considérable de capital immobilier et industriel, si bien que le capital national avoisine cinq années de revenu national en 1910, contre trois années en 1810. L'écart avec la vieille Europe est toujours là, mais il s'est considérablement réduit. »²²

L'une des explications de la persistance de l'écart réside peut-être dans la capacité de certains américains à faire rapidement fortune par des revenus extraordinairement élevés et assez peu affectés à l'épargne.

Après 1930, les courbes du capital vont avoir une physionomie proche en Europe et aux États-Unis²³.

Avant de connaître une plongée et d'évoluer vers une forme en U, la prédominance du patrimoine sur le revenu dans la fortune en Europe, correspond aussi à la prédominance de l'héritage sur le travail.

Mieux vaut chercher l'héritage que l'enrichissement par le travail de 1700 à la fin de la Belle Époque (1895-1913) : le cas de la France et du Royaume-Uni

La référence à l'œuvre de Balzac et au discours de Vautrin à Rastignac a été mentionnée plus haut. Au chapitre VII, Piketty fait suivre les arguments chiffrés de Vautrin du commentaire suivant : « Qu'importe le détail des chiffres – ils sont en l'occurrence réalistes : le fait central est que dans la France du début du XIX^e siècle, comme d'ailleurs dans celle de la Belle Époque, le travail et les études ne permettent pas d'atteindre le même aisance que l'héritage... On retrouve aussi cette même réalité dans le Royaume-Uni des XVIII^e et XIX^e siècles. Pour les héros de Jane Austen, la question de travailler ne se pose même pas : seul compte le niveau de patrimoine dont on dispose par héritage ou par mariage. »²⁴

Le graphique 3.2²⁵ confirme une situation florissante pour le capital – hors des terres agricoles – à cette époque. Le graphique 6.2²⁶ fait apparaître en 1860, la part des revenus du capital dans le revenu national à un niveau qui ne sera jamais plus atteint : plus de 40 %.

Suivra une période de troubles avec la Première Guerre mondiale, un entre-deux-guerres marqué par la crise de 1929 et la montée des fascismes, puis la Seconde Guerre. Au sortir de cette période, au cours des Trente Glorieuses, les salariés vont l'emporter sur les rentiers.

Le choc des guerres et la chute du capital en Europe

La Première Guerre mondiale, l'entre-deux-guerres et la Seconde Guerre mondiale sont des périodes de chute du patrimoine exprimé en années de revenu.

Entre 1910 et 1950, la chute du patrimoine est continue en France et en Allemagne²⁷, au Royaume-Uni le capital se redresse entre 1920 et 1950 tout en res-

²¹ Chapitre IV, § : *Le capital en Amérique plus stable qu'en Europe*

²² *idem*

²³ Graphiques 4.5 et 4.6

²⁴ Chapitre VII, § : *La question centrale, travail ou héritage ?*

²⁵ Graphiques 3.2

²⁶ Graphique 6.2

²⁷ Graphiques 3.2 et 4.1

tant à un niveau faible²⁸.

Au cours des périodes de guerre, cette chute s'explique en grande partie par l'inflation. Elle entraîne la dépréciation de l'épargne qui, en Europe, est grandement constituée de titres de la dette publique. Dans l'entre-deux-guerres l'inflation moyenne est restée forte en France et en Allemagne, alors qu'elle a été faible au Royaume-Uni avec des périodes de baisse des prix. D'où les chiffres cités par Piketty²⁹ : entre 1913 et 1950, l'inflation est de 13 % par an en France, soit une multiplication des prix par cent sur la période ; elle est de 17 % en Allemagne, sans prendre en compte l'année 1923 où les prix ont été multipliés par cent millions entre le début et la fin de l'année ; l'inflation est d'à peine 3 % au Royaume-Uni, soit une multiplication des prix par trois, plus de trente fois moins qu'en France et près de quarante fois moins qu'en Allemagne. Au Royaume-Uni l'inflation n'est donc pas la cause majeure de la dépréciation du capital que l'on peut constater comme ailleurs en Europe.

Note de l'auteur du résumé :

C'est la période 1919-1931 au Royaume-Uni qui fait contraste avec le contexte d'inflation forte en Europe, le pays est engagé dans une politique déflationniste qui atteint son point culminant avec la réévaluation de la £ sterling en mai 1925 – Stanley Baldwin premier ministre, Wiston Churchill chancelier de l'échiquier. La £ retrouve sa parité or de 1914, ce qui entraîne une très forte baisse des prix à l'importation – mais aussi un renchérissement des prix en monnaies étrangères à l'exportation qui mettra le Royaume-Uni en difficulté. La politique déflationniste au Royaume-Uni ne se relâchera qu'en septembre 1931 avec l'acceptation de la chute du cours de la £ – Ramsey MacDonald est le chef d'un gouvernement d'union nationale.

Dans les années 1920-1930, la situation économique française fait contraste avec celle du Royaume-Uni La période de gouvernement du Cartel des Gauches (1924-1926) est particulièrement significative, le gouvernement ne parvient pas à contenir le déficit budgétaire et est tributaire des avances de la Banque de France. Le taux d'inflation est supérieur à 30 % en 1926. C'est un gouvernement de centre droit mené par Raymond Poincaré qui fera suite au Cartel, il mènera une politique de restriction budgétaire et en 1928 il rétablira une parité or du Franc mais inférieure de 80 % à celle de 1914. L'inflation sera à taux zéro en 1928.

Dans tous les pays, le patrimoine connaît un déclin sur une longue période à partir de la Première Guerre mondiale. Ce déclin se réalise avec des particularités nationales fortes en France et au Royaume-Uni, comme il a été souligné, mais surtout en Allemagne qui s'oriente vers une économie de guerre avec l'avènement d'Hitler au pouvoir en janvier 1933. Et, malgré une remontée au Royaume-Uni, le patrimoine se situe partout à un niveau faible en 1950 : il est compris entre 200 % et 300 % du revenu national.

L'exemple de la France apparaît significatif : le capital est à son plus bas niveau en 1950, le ravage de l'inflation sur le patrimoine des détenteurs de titres publics, né en temps de guerre, se poursuit. La hausse des prix est de 18 % en 1949 et encore de 12 % en 1952 avant les effets déflationnistes du plan Pinay de cette même année qui se manifesteront en 1953. Après cette date, dans un contexte de recul de l'inflation, malgré quelques périodes d'emballement des prix, on assiste à une lente remontée de la courbe du capital³⁰.

Rappelons que les périodes de déclin ou d'essor du patrimoine sont identifiées par sa situation en deçà ou au delà de 500 % du revenu national.

²⁸ Graphique 3.1

²⁹ Chapitre III, § : À qui profite la dette publique ?

³⁰ Graphique 3.2

Comme il a été dit la chute du patrimoine est grandement due à la baisse de valeur sous forme de pouvoir d'achat des titres de la dette publique. Il faut y ajouter deux sources importantes de perte de patrimoine :

- la destruction de patrimoine physique, tel le logement au cours des guerres,
- les effets de la crise, commencée en 1929 aux États-Unis et qui atteint l'Europe dans les années 1930-1931. Elle se traduit par la chute de la valeur des titres d'entreprise, actions ou obligations, ou des parts d'associés hors des sociétés par actions.

Il faut noter que la perte en patrimoine ne touche pas que des rentiers précédemment riches, elle touche aussi toute une frange de la classe moyenne qui a placé son épargne en bons du Trésor et autres titres d'État.

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, l'inflation est donc encore plus forte qu'au cours de la période de guerre et joue au détriment du patrimoine. Au cours de la période qui va suivre, dite des Trente Glorieuses, le patrimoine va repartir à la hausse, mais sans que nulle part dans le monde industrialisé n'apparaissent des situations de patrimoine roi.

La persistance d'un capital de niveau faible mais croissant au cours des Trente Glorieuses

Piketty présente cette période comme une période d'exception : « Il apparaît clairement que c'est la période des Trente Glorieuses qui était exceptionnelle, tout simplement parce que l'Europe avait accumulé au cours des années 1914-1945 un énorme retard de croissance sur les États-Unis, qui fut comblé à vive allure, pendant les Trente Glorieuses. Une fois ce rattrapage terminé, l'Europe et les États-Unis se sont retrouvés ensemble à la frontière mondiale, et se sont mis à croître au même rythme, qui est structurellement un rythme lent à la frontière mondiale. »³¹

Autre caractéristique des Trente Glorieuses soulignée par Piketty : cette période est peu favorable au capital privé. « Pendant toute la période des Trente Glorieuses, au cours de laquelle le pays, en pleine reconstruction, a connu une très forte croissance économique – la plus forte de l'histoire nationale –, la France vivait dans un système d'économie mixte, un capitalisme sans capitalistes en quelque sorte, ou tout au moins un capitalisme d'État où les propriétaires privés avaient cessé de contrôler les plus grandes entreprises. »³²

Par les nationalisations, l'État est propriétaire du capital de grandes entreprises et des grandes banques, il en résulte que : « en 1950 la puissance publique détient en France entre 25 % et 30 % du patrimoine national, peut être un peu plus ». ³³

Le graphique 3.2³⁴ fait apparaître une courbe du capital national en élévation lente entre 1950 et 1970, mais qui reste inférieure à 400 % du revenu en 1970. Piketty en donne peu d'explications.

Quelques voies semblent pourtant pouvoir être explorées, en particulier en mettant en relation le contexte socio-économique et l'évolution du capital. Deux points sont à expliquer : la remontée de la courbe et le maintien du capital sous la barre des 400 % de revenu. Quelques causes peuvent être avancées :

- il existe des facteurs favorables à la remontée du capital : la fin d'une inflation à deux chiffres, comme il a déjà été vu, et l'accession à la propriété de leur logement par un nombre croissant de ménages. Ce dernier point est pris en compte par Piketty quand il évoque l'effondrement de la valeur des terres agri-

³¹ Chapitre II, § : *La postérité des Trente Glorieuses : destins croisés transatlantiques*

³² Chapitre III, § : *La France, un capitalisme sans capitalistes dans l'après-guerre*

³³ *idem*

³⁴ Graphique 3.2

coles: « Cet effondrement de la valeur des terres agricoles – en proportion du revenu national et du capital national – a été compensé d’une part par la montée de la valeur des logements qui est passée d’à peine une année de revenu national au XVIII^e siècle à plus de trois aujourd’hui et d’autre part par la valeur des autres capitaux intérieurs... »³⁵ On peut constater la hausse de la valeur des logements dans le patrimoine sur le graphique 3.2³⁶. Par ailleurs, l’achat de logement est le plus souvent financé par emprunt, ce qui joue à l’avantage du ménage débiteur à une époque où les taux d’intérêts pratiqués ne sont que légèrement supérieurs à l’inflation voire lui sont inférieurs,

– quant au plafonnement du capital, on peut chercher à l’expliquer par la probabilité d’un faible écart entre r et g , voire au dépassement de r par g , cette tendance à la montée de g freine l’ascension du capital exprimé en termes de revenu. C’est surtout sur ce point qu’intervient la référence au contexte socio-économique : g atteint des niveaux exceptionnels : 6,3 % en 1957, 7,9 % en 1960, 6,2 % en 1963, alors que r se trouve certainement au niveau le plus bas de sa fourchette générale de fluctuation que Piketty situe entre 3 % et 6 %.

On peut supposer la rentabilité du capital à ce niveau bas pour trois raisons :

– les nationalisations réduisent le champ des opportunités de profit pour les grandes firmes, au moins tant que les firmes ne parviennent pas à utiliser à leur profit la production de biens et services par les entreprises nationalisées. Et l’État actionnaire n’a pas le profit comme objectif principal mais doit obéir au principe de l’intérêt général,

– la période des Trente Glorieuses est caractérisée par une prédominance des politiques économiques d’inspiration keynésienne. Elles se donnent pour objectif la stimulation de l’activité économique par un crédit bon marché, il en résulte des taux d’intérêt de niveau bas, défavorables aux rentiers,

– dans la période des Trente Glorieuses les syndicats ouvriers disposent d’un grand nombre d’adhérents et d’un pouvoir de pression certainement au plus haut dans l’histoire, ce qui joue en faveur des salariés dans le partage du revenu entre salaires et profits.

Le retour du capital dans les années 1980

Selon *Le Capital au XXI^e*, le redressement de la pente ascendante de la courbe du capital dans les années 1980 dans la plupart des pays industrialisés, et un peu plus tard pour la France, s’explique par le creusement de l’écart entre r et g . Cette accélération de la montée du capital lui permettra de dépasser le seuil de 500 % du revenu national au début des années 2000. Il ressort de l’analyse de Piketty que c’est la baisse de g , c’est-à-dire du revenu, qui constitue le facteur essentiel de la hausse du capital dans la richesse. Nous avons déjà évoqué ce point plus haut. Piketty y revient : « on ne comprend toujours pas quel mauvais génie nous a imposé une croissance si faible depuis la fin des années 1970 et le début des années 1980. »³⁷

Selon les données fournies par Piketty, la hausse de r est à exclure comme facteur explicatif de la montée du capital, nous avons vu plus haut que selon lui, pour r « il n’existe pas de tendance massive dans le long terme ni à la hausse ni à la baisse », et même, c’est une légère baisse qu’il faut noter, r « passant approximativement de 4 %-5 % à l’époque de Balzac et Jane Austen à environ 3 %-4 % aujourd’hui »³⁸. Il n’empêche que r , reste suffisamment élevé pour permettre à la baisse de g d’avoir des effets importants sur le patrimoine du fait d’un écart large entre ces deux variables.

Le changement des bases idéologiques des politiques économiques mises en œuvre à partir du début des années 80, avec la France s’inscrivant dans le sillage

³⁵ Chapitre III, § : *Les métamorphoses du capital au Royaume-Uni et en France*

³⁶ *Graphique 3.2*

³⁷ Chapitre II, § : *La postérité des Trente Glorieuses*

³⁸ Chapitre VI, § : *Le rendement du capital au début du 21^{ème} siècle*

des autres nations, est évoqué : « Après avoir été le pays du capitalisme d'État dans les années 1950, la France est devenue la Terre Promise du nouveau capitalisme patrimonial privé au xxi^e siècle. »³⁹ Et un peu plus loin, après avoir noté l'intermède d'une « majorité socialo-communiste », il souligne bien le tournant libéral : « Dès 1986, une majorité libérale lance un très important mouvement de privatisation dans tous les secteurs, repris et amplifié en 1988-1993 par une nouvelle majorité socialiste. » Remarquons que c'est en 1993, et non en 1988, comme le dit Piketty, que les privatisations reprennent. L'espace 1988-1993 est marqué par le « ni privatisations, ni nationalisations », mais la tendance aux privatisations n'est que suspendue.

Piketty ne met pas cette nouvelle situation économique en relation avec le haut taux de rentabilité de certains placements financiers que cache le r moyen à 3%–4%. On retrouve ici dans l'ouvrage de Piketty, comme pour le cas des Trente Glorieuses, une évocation du contexte économique et social disjointe de l'évolution du capital. L'existence du niveau élevé de certains revenus du capital est cependant évoquée :

- l'auteur indique que la très faible rémunération de l'épargne populaire qui rapporte souvent « à peine plus que l'inflation »⁴⁰, cache dans des chiffres globaux le haut rendement d'autres placements. Il pointe cette situation d'inégalité des rendements mais en reste là,

- après avoir indiqué que le loyer annuel d'un logement correspondait en moyenne à 3%–4% de son prix, Piketty en vient aux placements financiers dans les hauts patrimoines : « les rendements obtenus sur les placements financiers, prédominants au sein des patrimoines les plus importants, sont plus élevés encore. C'est l'ensemble de ces placements, immobiliers et financiers... qui tire vers le haut le rendement moyen. »⁴¹ Là encore la question des causes n'est pas abordée.

Les causes de profits élevés, non évoquées par Piketty, apparaissent pourtant comme des caractéristiques fortes du capitalisme actuel. On peut en citer deux qui paraissent parmi les plus importantes :

- la stratégie de valorisation boursière de leur capital par des firmes le plus souvent soumises à la pression de fonds de pension. Cette stratégie inclut souvent des compressions d'effectifs pour générer des perspectives de profits élevés,
- l'essor de la spéculation, source de hauts profits pour les banques et pour ceux de leur clients qu'elles font bénéficier de leur savoir faire.

Les limites de $r > g$ comme loi fondamentale du capitalisme

La comparaison entre r et g apparaît efficace pour expliquer l'actuelle montée du capital dans la richesse et c'est le point essentiel. Mais elle l'est moins en dehors de cette période. Ainsi le graphique 3.2⁴² montre un capital de haut niveau mais décroissant entre 1810 et 1910, période où manifestement r est supérieur à g ce qui implique un capital croissant toutes choses restant égales par ailleurs. À l'inverse au cours des Trente Glorieuses le capital est croissant malgré, manifestement $g > r$.

En dehors des positions relatives de r et de g , quels sont les facteurs qui influent sur le capital exprimé en années de revenu ? Pour Piketty l'essentiel de la réponse réside dans les métamorphoses du capital qu'il expose au chapitre III et qui apparaissent dans le graphique 3.2⁴³.

Les métamorphoses du capital ont pris trois aspects principaux au cours du temps : la baisse de valeur des terres agricoles, l'effondrement des titres de la dette publique et l'augmentation du patrimoine immobilier des ménages. Ainsi :

³⁹ Chapitre III, § : *La France un capitalisme sans capitalistes dans l'après guerre*

⁴⁰ Chapitre VI, § : *Le rendement du capital au début du 21^{ème} siècle*

⁴¹ *idem*

⁴² *Graphique 3.2*

⁴³ *idem*

– au xix^e siècle, le capital se métamorphose sous l'effet du bouleversement structurel du passage au capitalisme industriel qui entraîne la chute de la valeur des terres agricoles.⁴⁴ C'est certainement ce phénomène qui explique la chute du capital détenu par les nationaux entre 1810 et 1910, ce capital se maintenant tout de même à un niveau élevé grâce à d'autres actifs⁴⁵. Le raisonnement en termes de r et de g apparaît donc ici inopérant,

– dans la première moitié du xx^e siècle c'est l'inflation qui entraîne la métamorphose du capital, elle pulvérise la valeur des titres de la dette publique. «Au final, la chute du rapport capital/revenu entre 1913 et 1950 est l'histoire du suicide de l'Europe, et singulièrement de l'histoire de l'euthanasie des capitalistes européens»⁴⁶. Une seconde fois le raisonnement en termes de r et g est inopérant,

– quant à la période des Trente Glorieuses, nous avons déjà vu qu'il fallait chercher les causes de la hausse du capital ailleurs que dans la comparaison entre r et g . Une plus grande accession à la propriété de leur logement par les ménages a certainement joué un rôle non négligeable dans la hausse du capital à une période où le contexte socio-politique est plus favorable aux salaires qu'au capital.

Un autre facteur peut expliquer les variations de niveau du capital en dehors de la comparaison r/g sur les périodes explorées par Piketty : le niveau du capital en début de période. Ainsi aux États-Unis en 1910, les ménages sont toujours moins pourvus en patrimoine qu'en Europe, 500 % du RN aux États-Unis⁴⁷, contre 700 % en France⁴⁸. Il en résulte que la chute du capital entre 1910 et 1920 sera nécessairement plus spectaculaire en France qu'aux États-Unis.

Ainsi, s'il est évident que dans les périodes de guerre la composition de la richesse est déterminée par des facteurs autres que r et g , y compris hors de ces périodes les positions respectives de r et g n'expliquent pas intégralement la courbe du patrimoine.

Il n'en reste pas moins que $r > g$ correspond à une tendance de fond du système capitaliste dans son fonctionnement hors des Trente Glorieuses, le capital pris hors des terres agricoles de 1700 à 1910 et dans son ensemble aujourd'hui, croît plus vite que le revenu très certainement par $r > g$.

La plupart du temps Piketty déduit immédiatement de $r > g$ que le capital croît plus vite que le revenu. Ce qui pourrait laisser à penser que Piketty assimile sans hypothèse explicative le taux de rentabilité du capital à son taux de croissance, ce n'est pas le cas⁴⁹. Une telle hypothèse supposerait que la totalité des revenus du capital soit épargnée, ce qui n'est pas réaliste. Pour simplifier les choses on peut garder à l'esprit que le taux de croissance du capital est proche de son taux de rentabilité et se situe un peu en deçà.

On peut aussi dépasser la question de l'affectation des revenus du patrimoine en estimant que le taux de rentabilité du capital correspond à son taux de croissance potentielle, l'assimilation de r à ce dernier est alors complète. En effet, dans ce cas peu importe l'utilisation qui est faite des dividendes, intérêts et autres revenus de la propriété et de l'entreprise, on se borne à considérer qu'ils donnent la possibilité d'augmenter le patrimoine de leur titulaire d'une somme égale à leur montant. C'est finalement cette approche qu'on peut juger sous-jacente chez Piketty, elle expliquerait cet enchaînement immédiat entre $r > g$ et la croissance plus rapide du patrimoine que du revenu.

⁴⁴ idem

⁴⁵ idem

⁴⁶ Chapitre IV, § : *Les chocs subis par le capital au 20ème siècle*

⁴⁷ Graphique 4.6

⁴⁸ Graphique 3.2

⁴⁹ sur ce point déjà abordé, on trouvera des précisions dans l'annexe

$r > g$ comme tendance fondamentale du capitalisme confirmée par l'histoire, est la conclusion majeure de l'ouvrage de Piketty, c'est ce qu'il exprime à la fin de son livre : « La principale force déstabilisatrice est liée au fait que le taux de rendement privé du capital r peut être fortement et durablement plus élevé que le taux de croissance du revenu et de la production g . »⁵⁰ On peut donc aboutir à cette conclusion dès la fin de la deuxième partie du *Capital au XXI^e siècle*, elle justifie la proposition en quatrième partie d'un impôt progressif mondial sur le capital, la troisième étant essentiellement consacrée aux caractéristiques des inégalités au XXI^e siècle.

De la courbe du capital à celle de ses revenus

Logiquement la courbe des revenus du capital doit suivre celle du capital lui-même. En effet, on peut à partir de la valeur du capital déterminer celle des revenus qu'il génère en lui appliquant un taux qui apparaît stable sur la longue période : « 4 %-5 % à l'époque de Balzac et Jane Austen... 3 %-4 % aujourd'hui » nous dit Piketty⁵¹. La courbe des revenus du capital exprimés en pourcentage de revenu national correspond pour la France au graphique 6.2⁵². La correspondance avec la courbe du capital n'est pas parfaite, mais les points communs sont nombreux : niveau élevé au XIX^e siècle, forte chute entre le début du XX^e siècle et la Seconde Guerre mondiale, remontée depuis les années 1980.

On peut aussi expliquer la relation entre la courbe du capital et celle de ses revenus par la « première loi fondamentale du capitalisme » : $RK/RN = RK/K * K/RN$ ⁵³. Elle fait apparaître que le montant du capital exprimé en années de revenu (K/RN), détermine la part des revenus du patrimoine dans le revenu national (RK/RN). Sur la base de cette constatation on comprend qu'à la période actuelle, le capital exprimé en années de revenu et les profits au sens large, exprimés en pourcentage du revenu national, s'élèvent en même temps. D'après le graphique 6.2⁵⁴ la part des profits dans le revenu national est passée de 20 % en 1980 à près de 30 % en 2010.

01_03 Les spécificités des inégalités aux XX^e et XXI^e siècles

La France, de la réduction des inégalités de revenu depuis la Belle Époque à leur augmentation depuis les années 1980

Entre la Belle Époque et l'époque contemporaine, la France a connu une réduction des inégalités, elle se traduit par la diminution de la part des ménages du décile supérieur dans le revenu national : de 45 %-50 % à la veille de la Première Guerre mondiale à 30 %-35 % aujourd'hui⁵⁵. Piketty explique cette évolution de la façon suivante : « Cette forte compression des inégalités de revenus au cours du siècle écoulé est entièrement due à la chute des revenus du capital. Si l'on retire les revenus du capital et si l'on se concentre sur l'inégalité des salaires, on constate une très grande stabilité de la répartition sur le long terme. »⁵⁶

La chute des revenus du capital est liée à la chute du capital lui-même, qui a été prise en compte plus haut, due aux chocs des guerres et à l'inflation des après-guerre. Au début du XX^e siècle, les revenus du capital étaient majoritaires parmi les revenus les plus élevés, ceux du centile supérieur, à la fin du XX^e siècle et au début du XXI^e ce sont les revenus des cadres supérieurs qui sont devenus majoritaires.

⁵⁰ Conclusion, § : *La contradiction centrale du capitalisme : $r > g$*

⁵¹ voir plus haut

⁵² [Graphique 6.2](#)

⁵³ voir l'annexe

⁵⁴ [Graphique 6.2](#)

⁵⁵ [Graphique 8.1](#)

⁵⁶ Chapitre VIII, § : *Un cas simple : la réduction des inégalités en France au 20^{ème} siècle*

Le revenu du capital ne domine plus les revenus du travail qu'au niveau du millième supérieur. Selon Piketty : « nous sommes passés d'une société de rentiers à une société de cadres ». La période récente marquée par des phénomènes nouveaux encore à analyser mise à part, Piketty ne constate pas de décrochage des hauts salaires, il en déduit que dans la seconde moitié du ^{xx}^e siècle « ce sont les rentiers – ou tout haut moins les neuf dixièmes d'entre eux – qui sont passés au dessous des cadres, ce ne sont pas les cadres qui sont passés au dessus des rentiers. »⁵⁷ Notons tout de même que dans cette société de cadres, la part des revenus du capital dans le revenu national est à la hausse : de 20 % en 1980, elle est passée à près de 30 % en 2010, ce qui est favorable aux rentiers.

Depuis les années 1980, on ne peut plus parler de tendance à la réduction des inégalités, c'est au contraire une tendance à leur augmentation qui semble se dessiner par le décrochage des salaires des super cadres. Piketty évoque : « un fort frémissement à la hausse des très hauts salaires, et en particulier des rémunérations des cadres dirigeants des grandes entreprises, et des rémunérations pratiquées dans la finance », il note en haut de la hiérarchie des salaires : « des hausses de pouvoir d'achat supérieures à 50 % en dix ans. Dans un contexte de très faible croissance et de quasi stagnation du pouvoir d'achat de la masse des salaires et des salariés. » Malgré cette constatation Piketty ne revient pas vraiment sur son appréciation, en France, d'une hiérarchie des salaires stable sur le long terme, contrairement à celle des États-Unis où elle va vers des sommets depuis 1970. Il intitule cependant le paragraphe du chapitre VIII où il traite de cette question : « la hausse des inégalités françaises depuis les années 1980-1990 ».

Quant aux causes du décrochage des hauts salaires, on peut déduire de ce que dit Piketty quelles sont à rechercher du côté d'un effet de contagion des hausses de salaires des super cadres aux États-Unis, mais il ne se montre pas catégorique sur cette question « il s'agit d'un phénomène radicalement nouveau, qui ne peut être correctement apprécié qu'en le mettant dans une perspective internationale », se contente-t-il de dire avant d'aborder la question des inégalités aux États-Unis. On peut cependant penser qu'il ne fait pas de doute que dans un cadre d'économie mondialisée, justement par des firmes transnationales, leurs dirigeants hors des États-Unis s'intègrent dans une classe de super cadres avec des salaires qui tendent à égaler ceux de leurs collègues américains.

Aux États-Unis, l'explosion des inégalités depuis 1970 par la montée des super salaires

Les États-Unis, ont eux aussi connu une phase longue de réduction des inégalités : de 40 % du décile supérieur dans le revenu national en 1910, le pays est passé à près de 50 % un peu avant 1929, pour retomber entre 30 % et 35 % en 1970⁵⁸. On note la même cause de réduction des inégalités qu'en France : le laminage des revenus du capital par la chute du patrimoine ; mais aux États-Unis c'est la crise de 1929, plus que les turbulences de la l'après Première Guerre mondiale qui a entraîné la réduction du capital. Cette réduction des inégalités prend fin aux alentours de 1970. De 30 % à 35 % en 1970, la part du décile supérieur dans le revenu national se situe entre 45 % et 50 % en 2010, contre 30 %–35 % en France.

A partir de 1970, les super salaires vont pousser vers le haut la hiérarchie des salaires et celle des revenus. L'essentiel de la hausse du décile supérieur « provient des "1 %" », dont la part est passée d'environ 9 % dans les années 1970 à environ 20 % dans les années 2000-2010 »⁵⁹. Dans le revenu des "1 %" existent des plus-values boursières qui peuvent le faire varier de façon importante, et le super cadre à la fois rentier est l'un des personnages types. À ces sommets la distinction

⁵⁷ Chapitre VIII, § : *De la « société de rentiers » à la « société de cadres »*

⁵⁸ [Graphique 8.5](#)

⁵⁹ Chapitre VIII, § : *L'explosion des inégalités américaines depuis les années 1970-1980*

entre cadre et rentier tend donc à s'estomper, le haut salaire du cadre lui permet des placements financiers qui peuvent être risqués mais aussi à très haute rentabilité. Il n'empêche que ce sont bien les super salaires qui sont à l'origine de hauts revenus encore plus hauts, même si les plus-values boursières y tiennent une place importante. Depuis les années 1970-1980 on peut dire qu'aux États-Unis, l'affirmation d'une société de cadres tient plus aux super salaires qu'à l'effacement des revenus du capital, contrairement au cas de la France où le décrochage des hauts salaires ne touche encore qu'un pourcentage plus réduit de super cadres.

Quelle est la cause de ces super salaires qui peuvent atteindre plusieurs millions de \$ par an et que Piketty qualifie de « phénomène anglo-saxon » ? Ces salaires ne peuvent pas être liés à la valeur produite par leur titulaire très difficile à évaluer. Et les faits montrent qu'ils demeurent élevés même s'ils sont quelque peu amputés quand la firme réalise des contre-performances. Il est d'évidence que pour cette minorité de salariés l'explication du niveau de revenu est à rechercher du côté de ce que Piketty nomme les « normes sociales »⁶⁰, c'est-à-dire le niveau de revenu jugé normal pour des cadres dirigeants par la société en général, mais aussi et plus précisément par les assemblées d'actionnaires et encore plus précisément par les super cadres eux mêmes. Car au final ce sont des super cadres qui recrutent des super cadres et fixent leur rémunération. Piketty insiste sur ce point : « Sans aller jusqu'à parler de la "main qui se sert dans la caisse", force est de constater que cette image est sans doute plus adaptée que celle de la "main invisible" métaphore du marché selon Adam Smith. En pratique la main invisible n'existe pas, pas plus que la concurrence "pure et parfaite", et le marché s'incarne toujours dans des institutions spécifiques, comme des supérieurs hiérarchiques ou des comités de rémunérations. »

Ajoutons pour en terminer avec les inégalités aux États-Unis que le salaire minimum fédéral américain se situe au dessous du salaire minimum français : « il est au début de l'année 2013 de 7,25 \$ l'heure, soit à peine 6 €, c'est-à-dire un tiers plus bas que le salaire minimum français... Dans son discours sur l'État de l'Union de février 2013, le président Obama a annoncé son intention de le porter aux alentours de 9 \$ l'heure au cours de la période 2013-2016. »⁶¹

La montée d'une classe moyenne patrimoniale, tendance durable ou passagère ?

En France comme dans tous les pays étudiés dans *Le capital au XIX^e siècle*, nous avons vu que l'inégalité des revenus a diminué entre la Belle Époque et la période actuelle, il en est de même des patrimoines. La part du centile supérieur est passée de 60%-70% du patrimoine total en 1910 à 20%-30% en 2010, et la part du décile supérieur de 80% à environ 60% en 2010⁶². Entre le décile supérieur et les 50% les plus pauvres qui ne possèdent que 5% du patrimoine, les 40% restants constituent une classe moyenne patrimoniale avec en 2010, 35% du capital national.

Si nous suivons l'évolution du centile supérieur, son haut niveau à la Belle Époque provient d'un écart important entre r et g tout au long des XVIII^e et XIX^e siècles qui aboutit à cette concentration du capital importante au début du XX^e siècle. Piketty prend pour exemple $g=1\%$ et $r=5\%$ et il nous indique que si le capital est suffisamment important pour que seulement une petite partie de ses revenus soit consommée, le capital va croître beaucoup plus vite que le revenu et sa concentration se trouver de plus en plus forte au fil du temps, c'est-à-dire deux siècles dans la période étudiée par *Le capital au XXI^e siècle*⁶³. Dans tous les pays les fortunes du dernier centile vont ensuite subir des baisses importantes entre le début de la Première Guerre mondiale et 1950, pour la France nous en avons vu les causes : le choc des guerres et de l'inflation des après-guerres et de l'entre-

⁶⁰ Chapitre VIII, § : *l'illusion de la productivité marginale*

⁶¹ Chapitre IX, § : *Les limites du modèle théorique : le rôle des institutions*

⁶² Graphique 10.1

⁶³ Chapitre X, § : *La mécanique de la divergence patrimoniale : r versus g dans l'histoire*

deux-guerres. Le laminage des grandes fortunes s'est traduit par une baisse de l'inégalité des patrimoines et c'est la durée de cette baisse qui a entraîné l'apparition d'une classe moyenne patrimoniale.

Piketty explore les explications possibles de l'évolution de la concentration du patrimoine au détriment des plus fortunés et à l'avantage de la classe moyenne. Parmi celles-ci il faut retenir un temps long nécessaire pour reconstituer un patrimoine important. En quelque sorte, on accède plus vite à un petit patrimoine qu'on ne reconstitue un grand patrimoine, c'est là l'un des facteurs explicatifs de l'apparition d'une classe moyenne patrimoniale. Mais ce qu'il faut surtout prendre en compte, c'est, par rapport au ^{xix}^e siècle : « le développement au cours du ^{xx}^e siècle d'impôts progressifs, c'est-à-dire pesant à des taux structurellement plus lourds d'une part sur les plus hauts revenus, et tout particulièrement les hauts revenus du capital (tout au moins jusqu'aux années 1970-1980) et d'autre part sur les plus hautes successions. » ⁶⁴ L'impôt a diminué la taille des grandes fortunes et sa progressivité a permis à la progression des petits patrimoines d'être épargnée. C'est là le facteur majeur d'apparition d'une classe moyenne patrimoniale.

Dans la période actuelle on note pour tous les pays une tendance à la reprise de la concentration du patrimoine. Pour la France, le graphique 10.1 ⁶⁵ fait apparaître une élévation sensible de la part du centile supérieur dans le patrimoine total : de proche de 20 % en 1990, elle est devenue proche de 25 % en 2010. L'élévation de celle du décile supérieur est moins nette mais tout de même présente, elle tend à s'élever un peu au dessus de 60 % en 2010. La poursuite d'une telle tendance irait dans le sens d'une réduction de la part de la classe moyenne patrimoniale dans le patrimoine national : « elle pourrait être divisée approximativement par deux » à la fin du ^{xxi}^e siècle ⁶⁶.

Mais le niveau des inégalités patrimoniales ne semble pas en voie d'atteindre les sommets qu'il a connus au ^{xix}^e siècle. On peut penser que l'écart entre *r* et *g* générateur de la concentration du patrimoine sera plus réduit au ^{xxi}^e siècle qu'au ^{xix}^e ; notamment parce que la croissance, même faible, y sera plus forte. Le graphique 10.11 ⁶⁷ fait apparaître un taux de croissance de la production mondiale d'environ 1,5 % sur la période 1820-1913 et d'un peu plus de 2 % sur la période 2012-2100. L'explication de cette différence tient à un taux d'augmentation de la productivité prévu pour l'ensemble du ^{xxi}^e siècle à un niveau supérieur à celui du ^{xix}^e. Les innovations d'aujourd'hui, même si elles impactent plus le mode de vie que la production, auront sur elle des effets constants.

Si on se place à un niveau mondial, sans atteindre son ampleur du ^{xix}^e siècle, l'écart entre *r* et *g*, ira en s'accroissant ⁶⁸. Il signifie un accroissement des patrimoines toujours plus rapide que celui des revenus et porteur d'inégalité dans la répartition de la richesse, que nous avons définie plus haut pour un ménage comme l'ensemble constitué par son patrimoine et son revenu.

Puisque c'est un impôt de niveau élevé frappant les titulaires de patrimoine importants qui a permis de contenir la concentration des patrimoines au ^{xx}^e siècle, c'est une nouvelle régulation du capital par un impôt mondial qui s'impose au ^{xxi}^e siècle. C'est la grande idée qui ressort des propos de Piketty.

L'héritage de retour au ^{xxi}^e siècle

Dans un questionnaire sur la concentration des patrimoines dans le futur, l'importance du flux successoral tient une place importante. Il s'agit de « la valeur to-

⁶⁴ Chapitre x, § : *Les éléments d'explication : le temps, l'impôt et la croissance*

⁶⁵ [Graphique 10.1](#)

⁶⁶ Chapitre x, § : *Le 21ème sera-t-il encore plus inégalitaire que le 19ème siècle ?*

⁶⁷ [Graphique 10.11](#)

⁶⁸ [idem](#)

tale des donations et successions transmises au cours d'une année exprimée en pourcentage du revenu national »⁶⁹. De ce flux dépend l'ampleur du cumul entre le patrimoine constitué grâce à l'activité de la génération présente et celui transmis par la génération antérieure. On comprend qu'un flux successoral important entraîne une concentration importante du patrimoine en faveur du décile et du centile supérieurs. Piketty évoque l'idée d'une tendance à la disparition de l'héritage comme opinion courante de l'après Seconde Guerre mondiale aux années 1960, période qu'il qualifie d'optimiste : « On s'est souvent imaginé... que la fin de l'héritage, ou tout au moins une diminution graduelle et progressive de son importance, était en quelque sorte l'aboutissement logique et naturel de l'histoire. » Cette idée a fait l'objet d'un développement théorique par Franco Modigliani qui décrit un cycle de la richesse au cours de la vie : après s'être équipé en logement et biens durables l'individu a tendance à épargner en vue de ses vieux jours et arrivé à l'âge de la retraite il consomme ce qu'il a épargné. À sa mort « l'individu type » laisse donc pour héritage un patrimoine proche de zéro⁷⁰. Cela s'est à peu près produit dans les années 1950-1960 : le flux successoral évalué, comme il a été fait pour le capital en pourcentage de revenu, est au plus bas dans les années 1950-1960⁷¹. La faiblesse de ce flux peut s'expliquer par le cycle de la richesse décrit par Modigliani mais aussi de façon autre : les bénéficiaires sont des personnes nées dans les années 1910-1920, pour certains le patrimoine de leurs parents a subi le choc de deux guerres et pour d'autres uniquement celui de la Seconde Guerre mondiale, le patrimoine hérité a donc généralement été amputé par l'inflation de guerre ou les effets de la crise de 1929.

Mais l'influence des guerres sur le patrimoine hérité s'est estompée au fil du temps, c'est ce que constate Piketty à propos de la valeur de l'héritage : « La remontée commence avec les générations nées dans les années 1930-1950, qui héritent en particulier au cours des années 1970-1990... Mais c'est surtout les générations nées à partir des années 1970-1980, qui commencent à recevoir des donations et successions dans les années 2000-2010, que l'héritage reprend une importance inconnue depuis le XIX^e siècle. »

Ainsi pour le cas de la France, qui est le seul exemple pris en compte dans les graphiques de Piketty, les générations qui arrivent en fin de vie au XXI^e siècle, laissent du patrimoine à leurs descendants. Cela se vérifie par un flux successoral global actuellement en hausse. La thèse de Modigliani ne se vérifie donc plus de nos jours.

La constatation d'un flux successoral alimentant la concentration du capital est, selon Piketty, un élément à prendre en compte dans la régulation de ce dernier. L'impôt sur les successions n'a cependant qu'un rôle second dans la régulation du capital qui doit se réaliser selon un processus continu par un impôt annuel sur le capital et non principalement lors de la transmission inter-générationnelle.

01_04 Réguler le capital au XIX^e siècle par un impôt mondial

L'accumulation du capital apparaît comme le facteur le plus en plus important de la richesse et elle va croissant, pour une plus grande justice sociale elle exige, une régulation par l'impôt plus efficace que celle réalisée aujourd'hui. En d'autres termes, la problématique qui ressort de la réflexion de Piketty est la suivante : comment mettre fin au privilège des détenteurs de patrimoine dont la richesse s'accroît plus vite que pour ceux qui, faute de patrimoine n'ont pour richesse que leur salaire ?

Un impôt progressif annuel sur le capital préférable à une taxation accrue de ses revenus

Ce point apparaît de façon parfaite dans la conclusion de Piketty sur ses travaux : « On pourrait certes taxer fortement le rendement du capital de façon à abaisser

⁶⁹ Chapitre XI, § : *L'évolution du flux successoral sur longue période*

⁷⁰ Chapitre XI, § : *Mérite et héritage dans le long terme*

⁷¹ [Graphique 11.8](#)

le rendement privé au dessous du taux de croissance. Mais si l'on fait cela de façon trop massive et trop uniforme, alors on risque de tuer le moteur de l'accumulation et d'abaisser encore un peu plus le taux de croissance. Les entrepreneurs n'auront même pas le temps de se transformer en rentiers car il n'y en aura plus. La bonne solution est l'impôt progressif annuel sur le capital. Il est ainsi possible d'éviter la spirale inégalitaire sans fin, tout en préservant les forces de la concurrence et les incitations à ce que de nouvelles accumulations primitives se produisent sans cesse.»⁷²

Impôt sur le capital et réforme fiscale

Piketty propose de réguler le capital par l'impôt, dans le cadre d'une réforme générale de la fiscalité pour ce qui concerne la France.

L'idée de Piketty est de faire coexister une imposition du capital à taux progressif avec une CSG Contribution Sociale Généralisée devenue à taux progressif et incorporant la totalité de l'impôt sur le revenu pour une véritable « Révolution fiscale »⁷³. Un tel dispositif permettrait l'éradication de niches fiscales devenues multiples. L'établissement nécessaire d'une véritable progressivité du prélèvement fiscal se trouve au centre de la réflexion de Piketty, aussi bien en ce qui concerne le revenu⁷⁴, qu'en ce qui concerne le capital, ce dernier point ayant été envisagé plus haut.

En ce qui concerne le revenu, le but d'une telle réforme n'est donc pas de relever le taux de prélèvement fiscal mais de réinstaller une progressivité qui est allée en diminuant entre les classes moyennes et les hauts revenus.

En ce qui concerne le capital ; bien que l'objectif premier relève d'une plus juste répartition du patrimoine, le taux de prélèvement global se trouverait majoré dans un but de réajustement entre la croissance des patrimoines et celle des salaires⁷⁵.

La progressivité des taux d'imposition sur les revenus, les patrimoines et les successions comme choix de société

Cette question de l'élévation progressive des taux d'imposition en fonction de l'importance du revenu ou du patrimoine, relève d'un choix de société : jusqu'à quel degré, l'inégalité des fortunes peut-elle être jugée acceptable ? La « société méritocratique moderne, notamment en Amérique », n'est-elle pas trop dure pour les perdants⁷⁶ ? De la réponse à ces questions dépend la fixation du taux d'imposition de la dernière tranche de patrimoine que Piketty envisage pouvoir aller jusqu'à 10 % « ou dépassant 10 % sur les milliardaires »⁷⁷. De cette réponse dépend aussi le niveau du taux de la dernière tranche de l'impôt sur le revenu que Piketty juge optimal pour un taux de l'ordre de 80 %, « 82 % pour être tout à fait exact »⁷⁸.

La référence à un choix de société se retrouve sur la question de l'héritage. La famille d'origine, par les conditions de vie qu'elle donne, influence la trajectoire sociale de chacun⁷⁹. Pour une plus grande égalité des chances, dans quelle mesure faut-il minimiser la transmission de la fortune familiale par l'alourdissement de l'impôt sur les successions ? – problématique évoquée par Piketty lors d'une conférence à l'École de Hautes Études en Sciences Sociales en 2013.

⁷² Conclusion, § : *La contradiction centrale du capitalisme $r > g$*

⁷³ *Alternatives Économiques*, n°299, février 2011

⁷⁴ Conclusion, § : *La contradiction centrale du capitalisme $r > g$*

⁷⁵ Pour connaître les interviews donnés par Piketty sur les questions fiscales et plus particulièrement sur le capitalisme au xxi^e siècle, on peut consulter le site : www.alternatives-economiques.fr.

⁷⁶ Chapitre xi, § : *Mérite et héritage dans le long terme*

⁷⁷ Chapitre xv, § : *Ébauche d'un impôt européen sur le capital*

⁷⁸ Chapitre xiv, § : *Repenser la question du taux marginauxupérieur*

⁷⁹ réflexion de l'auteur du résumé

L'imposition du capital ne peut être efficace que si elle s'effectue à taux uniformes à l'échelle mondiale. Un exemple parmi beaucoup d'autres pour montrer cette nécessité : la Grèce en difficulté pour accroître ses recettes fiscales : « Tout le monde demande à la Grèce de faire payer des impôts à ses ressortissants les plus aisés. Il s'agit sans aucun doute d'une excellente idée. Le problème est qu'en l'absence d'une coopération internationale adéquate la Grèce n'a évidemment pas les moyens d'imposer seule une fiscalité juste et efficace, tant il est facile pour ses riches citoyens de déplacer leurs fonds à l'étranger, souvent dans d'autres pays européens. Or les autorités européennes et internationales n'ont à aucun moment pris les mesures permettant d'offrir un tel cadre réglementaire et juridique. »⁸⁰

La localisation des capitaux migrants n'est bien sûr possible que s'il existe « une très grande transparence financière internationale », Piketty évoque la nécessité d'un « cadastre financier mondial »⁸¹.

Imposition du capital et régulation financière

Tel qu'imaginé par Piketty l'objectif premier de l'impôt sur le capital est la réduction des inégalités, mais la transparence de l'information sur les patrimoines nécessaire pour une imposition efficace est aussi un atout efficace pour le règlement des crises financières, ce qui amène à lier un objectif de régulation financière à celui de régulation du capital. Piketty n'écarte pas la taxation des dépôts pour renflouer les banques en cas de crise financière. Cela à la condition d'« une répartition juste, transparente et progressive des efforts »⁸². La connaissance des patrimoines financiers est indispensable pour établir une répartition répondant à cet impératif. Cette connaissance s'est avérée insuffisante, lors de la crise chypriote du printemps 2013. Les montants et les propriétaires de dépôts bancaires provenant majoritairement de clients russes étaient mal connus, les premières décisions mettant à contribution tous les dépôts ont provoqué un mécontentement de la population qui a amené à une révision complète des seuils et des taux de prélèvement. Le dispositif finalement adopté n'a plus mis à contribution les petits épargnants, mais a été dénué de toute progressivité par l'instauration d'un taux unique de prélèvement sur les dépôts au delà de 100 000 €. Piketty en donne l'explication suivante : « Si l'on demande aux responsables concernés pourquoi la proposition de taxe chypriote était si peu progressive... la réponse immédiate est que personne ne disposait des informations bancaires nécessaires pour appliquer un barème plus fortement progressif. »⁸³

En conclusion de son ouvrage, Piketty insiste sur le recours à l'histoire « l'expérience doit demeurer notre principale source de connaissance » et sur les patrimoines et revenus comme domaine d'étude nécessaire pour aller vers plus de justice et permettre un contrôle démocratique du capital, « le refus de compter fait rarement le jeu des pauvres ».

⁸⁰ Chapitre xvi, § : *La crise chypriote : quand l'impôt sur le capital rejoint la régulation bancaire*

⁸¹ Chapitre xv, § : *Un objectif de transparence démocratique et financière*

⁸² Chapitre xvi, § : *La crise chypriote : quand l'impôt sur le capital rejoint la régulation bancaire*

⁸³ *idem*

Le livre de T. Piketty a rencontré un grand succès de librairie qui en a fait un *best seller* mondial, ce qui est rare pour un livre d'économie de près de mille pages ! Mais il a reçu aussi un accueil très positif par de nombreux économistes dans le monde entier et en particulier aux États-Unis où on a pu parler de « Pikettymania ». La plupart des économistes, même en désaccord avec ses thèses ont reconnu les apports de l'ouvrage, sa richesse de documentation et la rigueur de traitement des données. Mais au milieu de ce concert de louange sont apparues des critiques parfois très sévères. Nous allons présenter quelques-unes de ces critiques qu'on trouve à la fois à droite dans le courant libéral partisan des théories néo-classiques et à gauche parmi les marxistes.

02_01 Les critiques des libéraux

Après un temps de sidération face au succès rencontré par le livre, les milieux libéraux se sont réveillés et ont tenté un véritable tir de barrage pour contrer ce succès. Ils font flèche de tout bois, n'hésitant pas, pour certains, à avancer des critiques outrancières et parfois contradictoires. On trouve ces oppositions libérales au Royaume-Uni – *Financial Times*, en Amérique du Nord, mais aussi en France avec en particulier deux ouvrages aux titres sans ambiguïté : *L'anti-Piketty, vive le capital au xxi^e siècle, Piketty au piquet*. Certains tentent d'abord de déconsidérer le travail scientifique de l'équipe de Piketty en critiquant les données elles-mêmes.

Remise en cause des sources

Une des originalités du travail de Piketty est le recours aux données fiscales. C'est grâce à elles qu'il peut établir les courbes en U qui montrent un nouvel accroissement des inégalités depuis les années 80 surtout aux États-Unis : la part des plus hauts revenus a retrouvé un niveau analogue à celui du début du xx^e siècle – 45-50 % du revenu national accaparé par le décile supérieur.

Or pendant cette période, des réformes fiscales ont été mises en place par l'administration américaine : jusqu'en 1986 les plus riches avaient intérêt à déclarer leurs revenus dans des sociétés *ad hoc* ; à partir de cette date il vaut mieux pour eux intégrer leurs revenus dans leurs propres feuilles d'imposition. Au contraire les classes moyennes peuvent déduire de leurs déclarations leurs plans d'épargne retraite investis dans les fonds de pension. Ces changements expliqueraient plus de la moitié de l'accroissement de la part de l'ensemble des revenus attribués aux 1 % des contribuables des plus riches depuis 1983.

D'autre part, les calculs de Piketty ne prennent pas en compte les revenus de complément et de remplacement, les transferts et subventions qui représentent une proportion croissante du revenu réel des ménages les plus modestes. Cela amènerait à une surestimation de la part des fractions les plus hautes de la hiérarchie des revenus. Cette surestimation correspondrait à un quart de l'augmentation de la part des 1 % telle qu'elle est présentée dans le livre.

La menace d'un accroissement des inégalités au xxi^e siècle ne serait qu'une extrapolation de la tendance *étasunienne* qui serait très exagérée par les sources utilisées. Ces tendances ne se retrouveraient pas du tout en Europe.

Certains articles critiques vont beaucoup plus loin en affirmant que le traitement des données est truffé de modifications injustifiables et malhonnêtes. Piketty inventerait même des chiffres quand ils manquent. Le problème est que Piketty est un des rares chercheurs à mettre à disposition de tous ses bases de données consultables sur internet. Elles peuvent donc être vérifiées par tout un chacun. Difficile donc de l'accuser de manipuler les données.

Un deuxième type de critique semble plus sérieux en attaquant Piketty sur un problème de fond : la définition qu'il donne du capital. En effet le capital est assimilé au patrimoine. Il regroupe donc à la fois le capital productif – ce qui permet d'augmenter les capacités de production – et le capital improductif – les biens durables destinés à une consommation personnelle. Ce capital est évalué à partir des comptes nationaux sur la base de la valeur des transactions d'acquisition et de cession, c'est à dire la valeur du marché pour l'année en cours.

Cela pose un problème dans la mesure où les logements représentent aujourd'hui une part très importante des patrimoines. Alors que les loyers sont relativement stables, les prix de l'immobilier sont très variables et on assiste à de véritables bulles immobilières. Ces bulles sont dues, d'après les libéraux, aux politiques monétaires et aux politiques de planification foncière. La valeur des patrimoines au prix du marché est donc beaucoup plus importante alors que les revenus des propriétaires louant leurs biens augmente peu et que, d'autre part, les propriétaires occupants représentent la majorité du parc immobilier – 56 % en France, 70 % au Royaume-Uni.

Cette observation amènerait à conclure que l'augmentation de la valeur totale des patrimoines depuis les années 70 traduirait davantage l'enrichissement relatif des classes moyennes par rapport au haut et au bas de la hiérarchie des revenus qu'une accumulation au profit d'une petite caste de super-rentiers.

Cette critique malheureusement tombe un peu à plat dans la mesure où Piketty note lui-même dans son livre l'émergence de cette classe moyenne patrimoniale et qu'il considère que c'est une grande différence avec la situation du début du xx^e siècle. L'apparition de cette classe moyenne propriétaire, n'empêche pourtant pas que dans les dernières décennies les 10 % les plus riches et surtout les 1 % ont vu leur part dans le patrimoine total augmenter de manière significative. On verra plus loin que les marxistes reprochent aussi à Piketty cette confusion entre le capital et le patrimoine, mais pour de toutes autres raisons.

Les plus riches ne sont pas des rentiers mais des entrepreneurs dont l'activité bénéficie à tous

Se représentant Piketty comme un ennemi des riches, les libéraux tentent de défendre ceux-ci contre des attaques qu'ils considèrent injustifiées. Ils essaient de montrer qu'ils ne sont pas des rentiers ou des héritiers improductifs mais des entrepreneurs qui prennent des risques et dont les talents bénéficient à l'ensemble de l'humanité.

Certains reconnaissent que les plus riches ont vu leur part dans le revenu total augmenter plus vite que la moyenne et que plus on resserre le champ en observant les 0,1 % ou les 0,01 % plus riches, l'augmentation de leur part devient encore plus importante. Mais cette constatation pourrait simplement refléter le fait que les revenus sont plus variables d'une année sur l'autre : l'analyse de la liste des quatre-cents plus riches américains publiée chaque année par *Forbes* montre que ceux qui s'y trouvent aujourd'hui ne sont plus les mêmes qu'il y a vingt ans. Il est donc difficile de rester dans ce groupe de tête. Les plus riches ne sont donc pas des héritiers mais des entrepreneurs.

L'Université du Michigan a suivi l'évolution de vingt-cinq-mille riches ménages américains et a montré qu'il était très difficile de rester au sommet. Les revenus très élevés sont dus au fait que les grands dirigeants ont une part variable beaucoup plus importante aujourd'hui avec les stocks options et bonus ; leurs revenus sont élevés pendant quelques années particulières ; les athlètes, les vedettes du *showbiz* peuvent avoir pendant quelques années des revenus extrêmement élevés. Mais tout cela ne dure pas. En fait les deux tiers des plus riches sont des entrepreneurs qui se sont enrichis par leur entreprise et ils peuvent très vite redescendre dans la hiérarchie des revenus.

En voulant dénoncer l'accroissement des inégalités, Piketty se tromperait totalement de cible car pour les libéraux elles ne sont pas un problème dans la mesure où les pauvres s'enrichissent aussi grâce à la croissance globale. Grâce à ces entrepreneurs et à l'économie de marché fondée sur la libre concurrence, l'économie mondiale connaît un accroissement sans précédent qui sort de la misère des centaines de millions d'habitants pauvres du Sud. L'auteur de *Piketty au piquet* n'hésite pas d'ailleurs à faire la morale à Piketty et à ceux qui préconisent une lutte contre les inégalités en dénonçant leur « manque total de compassion pour les populations du tiers-monde » auxquelles il ne consacre pas une ligne dans son ouvrage.

Les inégalités critiquables ne concerne qu'une petite minorité qui profite du « capitalisme de connivence ». Ce capitalisme de connivence, qui permet à certains de profiter de liens avec le personnel politique, n'est justement pas libéral mais lié à une économie trop administrée.

Les prévisions de Piketty sont hasardeuses et liées à une « loi » contestable

Piketty, on l'a vu, prévoit que les inégalités devraient continuer à s'accroître au profit de ceux qui ont déjà un capital important, en vertu de la loi qu'il a mis en évidence : $r > g$. Or cette loi n'est pas justifiée théoriquement et n'est qu'une constatation empirique faite par l'auteur.

Plusieurs éléments sont discutables : tout d'abord il est absurde de comparer la rentabilité du capital depuis l'antiquité dans des économies qui ne connaissaient qu'une croissance très faible et très aléatoire avec le rendement du capital depuis le début de la révolution industrielle.

Contrairement à ce que dit Piketty, le xxi^e siècle n'est pas condamné à une croissance faible. Les libéraux sont en effet toujours très optimistes sur les moteurs potentiels de croissance : croissance de la population, dynamique de la mondialisation, développement des classes moyennes du Sud, économie de la connaissance. rien ne prouve que le rendement du capital restera durablement plus élevé que la croissance. D'ailleurs d'après les chiffres donnés par Piketty lui-même en France et au Royaume-Uni. le rendement du capital se situe depuis 2000 à son plus bas niveau historique. D'ailleurs, ironisent les libéraux, si r était surement élevé sur longue période alors il faudrait faire les retraites par capitalisation pour que les retraités profitent de cette situation.

Les solutions de Piketty seraient catastrophiques

On comprend facilement que les solutions préconisées dans la dernière partie du Capital au xxi^e siècle fasse bondir les libéraux. Imposer plus lourdement les revenus, le capital, les successions aboutirait à une véritable euthanasie du capital et donc tarirait l'investissement. Cette politique empêcherait la réindustrialisation des pays développés et finalement tuerait la croissance et l'emploi. Ces nouveaux impôts ne seront pas temporaires, ils s'alourdiront avec le temps or l'Etat n'est capable ni d'épargner, ni d'investir judicieusement. De toute façon l'impôt sur le capital ne leur semble pas très réaliste car les investisseurs seraient obligés de liquider leurs actifs pour les payer et il n'y aura plus personne pour les acheter.

Finalement les libéraux voient en Piketty un idéologue marxiste dont les conclusions sont pires que celles de Marx car il ne veut pas supprimer la classe capitaliste mais maintenir une économie de marché, encourager « les capitalistes à faire preuve d'esprit d'entreprise, de sens du courage et de goût du risque afin de reverser toujours plus à l'humanité entière... Il suffit désormais de tout leur confisquer après coup par le biais de lois démocratiques. » Idéologue marxiste pour les libéraux, Piketty est considéré au contraire comme insuffisamment marxiste par d'autres.

02_02 Allegre et Timbeau, une critique sociale-libérale

Allegre et Timbeau font dans plusieurs articles une critique de Piketty qu'on peut qualifier de sociale-libérale, dans la lignée de Macron ou Attali. Ils remarquent – ils ne sont pas les seuls – que le gonflement du capital observé par Piketty est essentiellement dû à l'inclusion par Piketty du patrimoine immobilier dans le capital. C'est donc l'exubérance du marché immobilier qui explique le retour du capital, et non l'écart entre r et g auquel Piketty attache tant d'importance.

En fait, le patrimoine immobilier occupe aujourd'hui la place occupée par le patrimoine foncier à la fin du xx^e siècle.

Pour les auteurs, la chute du capital au xx^e siècle – passé de 6 ans de revenu national au début du siècle à 2-3 ans vers 1960 – ne résulte pas des chocs provoqués par les guerres et la crise 1929, mais surtout de l'effondrement du capital foncier provoqué par la révolution industrielle – en France il passe de 300 % du revenu national en 1880 à 50 % en 1920.

La rente urbaine a donc remplacé la rente foncière. C'est la rente – foncière d'abord, urbaine aujourd'hui – qui explique que le rendement du capital – le taux de profit) est supérieur au taux de croissance. Or le retour de la rente – définie comme l'exploitation d'une valeur de rareté – est, selon Allegre et Timbeau, un phénomène durable, même s'il prend des formes nouvelles. Aux xx^e et $xxii^e$ siècles, il est probable que les riches parviendront à maintenir un rendement du capital supérieur au taux de croissance en exploitant de nouvelles formes de rentes de rareté : la bulle immobilière s'avère durable, brevets et droits intellectuels, monopoles découlant d'effets de réseau (Intel, Microsoft, Google, Facebook), rareté des matières premières, droits à polluer ou émettre des gaz à effet de serre, etc.

Exemple – anecdotique et d'actualité – qui montre l'importance des droits liés à la propriété, les licences des taxis parisiens : valeur cumulée = 4MM euros = valeur patrimoniale *ex nihilo*, sans que du capital physique soit rajouté à l'économie.

De manière plus générale, la définition des droits des propriétaires est cruciale pour déterminer l'importance du capital dans la société. L'économie allemande n'est pas moins capitaliste, d'un point de vue productif, que l'économie française. Pourtant, la valeur du patrimoine en part du revenu national est de 50 % plus élevée en France (600 %) qu'en Allemagne (400 %). L'explication réside dans la moindre valorisation du capital immobilier en Allemagne en raison des limitations imposées au pouvoir des propriétaires dans la fixation des loyers ou dans leur capacité à s'opposer à des constructions nouvelles ; moindre valorisation boursière des entreprises en raison de la cogestion.

Conséquence de cette analyse : l'impôt sur le capital n'est pas la solution, l'impôt sur le capital est inefficace. « En présence d'extraction de rente, l'imposition du capital pose problème : il risque d'être trop élevé dans certains secteurs et trop faible dans d'autres. » « Il faut d'abord lever les contraintes de rareté et se préoccuper des droits de propriété ainsi que des droits des propriétaires et des non-propriétaires. » Exemple : supprimer la cessibilité des licences des taxis parisiens, réduire les droits attachés à la propriété, qu'il s'agisse de la propriété immobilière ou intellectuelle, développer les solutions Open Source dans l'économie des réseaux, qui transforment le capital en propriété commune (ayant une valeur économique mais pas de valeur patrimoniale au sens de la comptabilité nationale), etc.

02_03 Critiques marxistes

Confusion entre capital et patrimoine

Comme les économistes libéraux, les marxistes reprochent à Piketty sa définition du capital, mais pour des raisons bien différentes. La confusion entre patrimoine – ou richesse – et capital est d'autant plus inacceptable à leurs yeux qu'elle oc-

culte l'essentiel: pour Marx, le capital est un rapport de production reposant sur la domination exercée sur les producteurs par les propriétaires des moyens de production. En confondant richesse et capital, Piketty s'interdit donc d'analyser l'origine même des inégalités puisque celles-ci prennent leur source dans les rapports de production capitalistes.

Critique de la « première loi fondamentale du capitalisme » $a = r \times B$

Le revenu national, c'est la somme des revenus du capital et des revenus du travail. Le partage entre revenus du capital et revenus du travail est évidemment un élément essentiel pour comprendre les inégalités sociales. Or, ces dernières décennies, la part des revenus du capital dans le revenu national (a) a beaucoup progressé – passée de 30 % à 40 %.

L'explication fournie par Piketty est tout à fait insuffisante aux yeux des marxistes. Pour Piketty en effet, la part des revenus du capital dans le revenu national dépend du taux de rendement du capital r (taux de profit) et du capital accumulé B mesuré par le rapport entre la valeur du capital et le revenu national – actuellement, comme au début du xx^e siècle, dans les pays de l'OCDE, le capital accumulé représente 5 à 6 années de revenu. Piketty résume ces relations dans l'équation $a = r \times B$. Mais Piketty considère r comme une constante: depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours, le taux de rendement du capital serait toujours resté compris entre 4 % et 6 %. Il en arrive donc à faire du taux de profit une propriété du capital, un élément naturel, indépendant du niveau des salaires.

L'accumulation du capital, mesurée par B , conduit donc, mécaniquement et inexorablement, à une augmentation de la part du capital dans le revenu national, sans que le niveau des salaires joue un rôle quelconque. Autrement dit, les parts respectives du capital et du travail dans le revenu national dépendent uniquement du capital accumulé.

Les marxistes – et pas seulement eux – raisonnent différemment, ils font observer que la diminution de la part des salaires dans le revenu national (baisse de 10 points depuis une trentaine d'années en Europe et aux USA) résulte du fait que le niveau des salaires a progressé moins rapidement que la productivité du travail. Mais, Piketty ne s'intéresse pas aux déterminants de la productivité du travail alors que le dynamisme du capitalisme repose sur ses capacités à réaliser des gains de productivité. Le rapport salarial, « le rapport de domination propre à l'organisation du travail dans une économie capitaliste » (Boyer) est le grand absent du livre. Les marxistes au contraire placent au centre de l'analyse les rapports de classe, les luttes sociales et politiques. C'est la dégradation du rapport des forces entre le travail et le capital qui explique, selon eux, que les salaires ont progressé moins vite que la productivité du travail et donc la baisse de la part des salaires dans le revenu national.

Certes Piketty affirme que « l'histoire de la répartition des richesses est une histoire profondément politique et ne saurait se résumer à des mécanismes purement économiques », mais les luttes politiques et sociales sont singulièrement absentes de ses analyses. Quand Piketty veut expliquer l'évolution de la concentration du patrimoine et des revenus au cours du xx^e siècle – la fameuse courbe en U –, il fait intervenir, de manière quasi exclusive, les perturbations provoquées par la crise de 1929 et les guerres mondiales. Pour lui, ce sont ces chocs, exogènes, étrangers aux mécanismes économiques, qui ont provoqué une forte dépréciation du capital entraînant un effondrement de la richesse des plus riches, puis, après la guerre, une reprise de la croissance liée à un phénomène de rattrapage, et finalement, une fois les potentialités liées au rattrapage épuisées, la reprise inéluctable du mécanisme de gonflement et de concentration du capital. Piketty écrit à propos des décennies d'après guerre: « Tout juste peut-on dire que l'étatisme n'a pas nui. »

Pour expliquer la réduction des inégalités entre les années 1920 et les années 1970, Piketty ne prend guère en compte les luttes politiques et sociales qui ont

abouti à la mise en place d'un capitalisme régulé (taxation, protection sociale, contrôle des capitaux, entreprises publiques, etc). La révolution russe et l'existence d'un modèle alternatif au capitalisme ont contribué à pousser les capitalistes et les classes dirigeantes à accepter des compromis sociaux. Aujourd'hui, la contre-révolution libérale inspirée par Reagan et Thatcher et la disparition de toute alternative au capitalisme ont conduit à la dégradation des relations entre le capital et le travail en faveur du capital.

La sociologie de Piketty suscite également des critiques

Pour lui, toute société se divise en quatre classes : les classes populaires regroupent les 50 % du bas de l'échelle de la hiérarchie des revenus et des patrimoines, les classes moyennes les 40 % suivants, les classes supérieures les 10 % les plus riches, dont 1 % forme la classe dominante. Cette définition des classes rend possible les comparaisons dans le temps et dans l'espace, mais on est évidemment bien loin d'une théorie qui définit une classe par la position qu'elle occupe dans le processus de production.

De même Piketty explique la hausse rapide des inégalités de revenu et de patrimoine ces dernières décennies par l'explosion des salaires des cadres dirigeants des entreprises. Mais peut-on considérer ces rémunérations comme des salaires, des revenus du travail comme le fait Piketty ? Ne faut-il pas plutôt considérer ces cadres comme des membres de la classe dirigeante qui, par leur position dominante, sont en mesure de s'attribuer une part des revenus du capital ?

Piketty ne s'intéresse guère aux conflits à l'intérieur des 99 % divisés en centiles et non en classes sociales. Pourtant, depuis 1950, aux Etats-Unis et dans la plupart des pays riches, l'évolution de l'écart entre les revenus moyens (centiles 41 à 95) et les revenus les plus bas (centiles 0 à 40) est encore plus inquiétante que celle de la part du centile supérieur des plus hauts revenus. De plus, c'est dans les pays où le centile supérieur s'est accaparé la part la plus élevée du revenu total que l'écart des revenus entre moyens et pauvres a le plus progressé. Il est probable que, contrairement à ce que pense Piketty, c'est l'inégalité des salaires qui provoque celle des patrimoines. Un individu, et *a fortiori* un couple, disposant de salaires élevés pourra en effet accumuler un patrimoine pour lui-même et ses héritiers ; par contre il n'est pas assuré qu'un patrimoine important garantisse des revenus élevés.

Piketty semble adhérer à un idéal méritocratique qui justifie les inégalités de revenus et de richesses par les inégalités de mérite. Geoffroy de Lagasnerie lui reproche de combattre le rentier « bedonnant » pour mieux réhabiliter le cadre méritant. Piketty affirme en effet que jusqu'au début des années 90, la distribution des salaires, y compris ceux des cadres dirigeants des entreprises, était à peu près conforme aux inégalités de compétence et de mérite – « le salaire correspondant à peu près à la productivité marginale ».

Ce serait seulement après 1990 que l'envolée des salaires des super-cadres serait devenue abusive. La création de l'impôt sur le capital qu'il préconise a pour objectif de remédier à ces abus et de rétablir une société méritocratique dans laquelle les inégalités de revenu seront à nouveau justifiées. Eribon : « L'analyse focalisée sur les inégalités les plus obscènes tend à installer pour le reste du monde social un continuum entre les niveaux de revenus, séparés par des « déciles » ou des « centiles », et dans lequel les écarts seraient pleinement justifiés. Cette idéologie du mérite et du talent – attestés et ratifiés par les titres scolaires – est pourtant l'un des vecteurs les plus puissants de la légitimation et de la perpétuation des inégalités sociales. » Pour Eribon, cette idéologie qui rend l'individu responsable de sa misère « n'est pas très éloignée de celle de l'infériorité raciale » et elle risque fort de conduire à « la montée du Front National en France et des partis fascistes en Europe ».

Les sociologues bourdieusiens, Didier Eribon et Geoffroy de Lagasnerie reprochent également à Piketty de réduire le capital à sa dimension économique, sans prendre en compte le capital social et culturel. Lagasnerie : « Réduire le capi-

tal au capital économique ne suppose-t-il pas d'invisibiliser les autres formes de capitaux et donc de ne pas construire comme problématiques les autres formes d'héritage ? (...) Dans cette vision, il n'est jamais question de domination sociale et culturelle, de violence, de relégation, d'exploitation, d'oppression, d'aliénation au travail, de classes, de luttes, etc. »

Toutes ces critiques débouchent sur la critique de la solution préconisée par Piketty, *l'impôt mondial progressif sur le capital* :

- un replâtrage du système capitaliste, visant à le rendre moins insupportable tout en préservant les principales inégalités : Piketty est accusé de vouloir réduire les inégalités de patrimoine pour mieux préserver les inégalités dans les revenus censées refléter les inégalités de mérite ; il est accusé également de réduire la lutte des classes au conflit opposant le 1 % aux 99 %,

- un projet irréaliste (une utopie) : impossible de parvenir à un accord mondial ou même européen ; le pouvoir politique et médiatique du 1 % est tel que cette solution est impossible sans une mobilisation de grande ampleur capable de renverser l'ordre social établi ; on sait par exemple que le patrimoine moyen des congressistes américains est de 15 M de dollars. Mais Piketty est accusé de se cantonner dans un rôle de conseiller du prince prônant une solution technocratique.

Selon James K. Galbraith, pour réduire l'écart entre r et g , il y a des solutions plus efficaces : « Augmentez les salaires minimum ! Ca diminue le rendement du capital qui repose sur le travail peu qualifié. Soutenez les syndicats ! Taxez les profits des entreprises et les plus-values du capital des individus ! Baissez les taux d'intérêt qu'on attend aujourd'hui des entreprises ! Cela se fait en créant de nouveaux prêteurs publics et coopératifs pour remplacer les méga-banques zombies d'aujourd'hui... »

02_04 Deux autres types de critique

Critique écologique

Piketty ne prend jamais en compte la dimension écologique. Celle-ci semble lui être tout à fait étrangère. Lorsqu'il parle des trente glorieuses et du taux de croissance de 5 % observé durant cette période, il ne mentionne pas le fait que cela a été rendu possible par des prélèvements insoutenables dans les ressources naturelles et par une dégradation non moins insoutenable de l'atmosphère. De même, pour le xxi^e siècle, il prévoit une croissance annuelle de 1,2 % pour les pays les plus riches et de 5 % pour les autres, mais il ne s'interroge pas sur la soutenabilité de tels taux de croissance.

Critique féministe

Piketty ne fait pas intervenir dans son analyse les inégalités liées au genre. Il s'en tient à la définition orthodoxe du revenu national, il ne prend pas en compte le travail domestique réalisé par les femmes, ni les soins qu'elles apportent aux enfants, ainsi que leur participation à leur éducation.

La prise en compte du genre peut pourtant être importante pour l'analyse des inégalités. Les femmes sont particulièrement nombreuses parmi les salariés les moins rémunérés. Leur spécialisation dans les services à la personne – les métiers du *care* – pour lesquels la notion de productivité n'a guère de sens contribue à expliquer ce fait. L'ouverture du marché du travail aux femmes, favorisée par un service public de la petite enfance, peut cependant contribuer à la croissance économique et à la réduction des inégalités. Inversement, l'accession des femmes aux carrières de super-cadres accroît les inégalités, car l'endogamie est élevée dans ces milieux, alors qu'autrefois les cadres dirigeants américains épousaient des femmes appartenant à des milieux moins aisés et elles restaient confinées dans le foyer familial.

Éléments de définition du patrimoine, du revenu, et du taux de rendement du capital

Le capital ou patrimoine est composé, d'une part, d'actifs non financiers : logements, terrains, machines... et d'autre part, d'actifs financiers : placements de toute nature : comptes bancaires, obligations, actions...⁸⁴

En termes de comptabilité nationale, le capital est un stock, tandis que le revenu est un flux. Pour illustrer la différence entre ces deux notions prenons le cas d'un compte d'épargne alimenté par un prélèvement sur salaire. Supposons l'arrêt de l'activité du salarié, le flux de salaire disparaît immédiatement alors que ce n'est pas le cas de son capital. Le capital peut traverser le temps alors que le revenu doit être renouvelé à chaque période pour maintenir le niveau de richesse de son titulaire.

Piketty définit le revenu national comme la somme des revenus du travail et des revenus du capital⁸⁵. Cela se conçoit aisément ; il y a deux facteurs de production : travail et capital et les revenus issus de l'activité économique ne peuvent que servir à dix-huit leur rémunération. Notons qu'en raisonnant de cette façon, on se place au niveau de ce qu'on nomme les revenus primaires c'est à dire issus de l'activité de production et avant que n'interviennent les prélèvements, par l'impôt et les cotisations, et la redistribution. À l'issue du mécanisme de redistribution, on passe du revenu primaire au revenu disponible, à ce stade apparaissent les revenus sociaux.

Piketty indique les composantes du revenu du capital, en définissant r , le taux de rendement du capital : « ce que rapporte le capital au cours d'une année, sous forme de profits, dividendes, intérêts loyers et autres revenus du capital, en pourcentage de sa valeur. »⁸⁶ Les revenus du travail sont plus simples à définir, il s'agit des salaires.

Le taux de rendement pur du capital, retenu dans l'ouvrage est obtenu en déduisant du taux de rendement observé la valeur estimée de « l'intermédiation financière informelle, c'est-à-dire le fait que chacun passe du temps à gérer son propre portefeuille et ses propres affaires ».⁸⁷

La relation entre le taux de rendement du capital et son taux d'augmentation

Piketty émet l'hypothèse d'un taux de croissance du capital toujours supérieur à g lorsque $r > g$, r n'étant pas son taux de croissance mais son taux de rendement. Cette hypothèse centrale permet de conclure que le capital a tendance à augmenter plus vite que le revenu. Sur ce point, dans son ouvrage Piketty indique qu' hormis une partie du xx^e siècle, compte tenu d'un taux de croissance ne dépassant pas le taux de rendement du capital « il suffit donc aux héritiers d'épargner une part limitée des revenus de leur capital pour que ce dernier s'accroisse plus vite que l'économie dans son ensemble. »⁸⁸ Dans ses interviews, Piketty est plus tranché sur cette question, il affirme que les propriétaires de patrimoines importants « réépargnent une bonne partie du rendement de leur capital »⁸⁹ dans ce cas le taux d'augmentation du capital devient proche de r .

⁸⁴ Chapitre I, § : *Capital et patrimoine*

⁸⁵ Chapitre I, § : *La notion de revenu national*

⁸⁶ Introduction, § : *La force de divergence fondamentale : $r > g$*

⁸⁷ Chapitre VI, § : *La notion de rendement pur du capital*

⁸⁸ Introduction, § : *La force de divergence fondamentale : $r > g$*

⁸⁹ *Alternatives économiques*, n°328, octobre 2013

PIB et RN sont équivalents à une légère différence près, négligeable, pour les pays du Nord. La différence réside dans le fait que le PIB est construit sur un concept de territorialité, alors que le RN est construit sur un critère de nationalité. On passe de l'un à l'autre en tenant compte du solde entre les revenus versés à des agents économiques étrangers et les revenus reçus du reste du monde. Pour le Nord ce solde est faible, pour le Sud, les revenus reçus du reste du monde peuvent être importants, occasionnés par les envois de fonds des migrants.

L'explication de cette équivalence réside dans le fait que la valeur de la production se trouve distribuée sous forme de revenus. En effet, lorsque l'entreprise a réglé ses fournisseurs, c'est-à-dire ce qui est sa consommation intermédiaire en termes de comptabilité nationale, il lui reste une part de ses recettes correspondant à la valeur ajoutée, c'est à dire à sa contribution à la production globale. Cette valeur ajoutée sera utilisée dans la rémunération du travail et du capital. Les cotisations et impôts prélevés donneront aussi naissance à la distribution de revenus. On comprend ainsi que la production donne naissance à un revenu de valeur équivalente.

Dans cette explication à aucun moment « l'usure du capital », dite sa dépréciation en termes de comptabilité nationale, n'a été prise en compte. Il en ressort que le RN de l'égalité PIB=RN est le Revenu National Brut. En retranchant de la rémunération brute du capital sa dépréciation on passe à sa rémunération nette. On peut en effet considérer que les détenteurs du capital, s'ils veulent le conserver intact doivent utiliser une partie de leur revenu au remplacement du capital technique « usé » par la production.

Avec la prise en compte de la rémunération nette du capital on passe du Revenu National Brut au Revenu National Net. Si parallèlement on retranche la dépréciation du capital du PIB, l'égalité Produit = Revenu, doit s'entendre comme Produit National Net = Revenu National Net, c'est sous cette forme que la présente Piketty⁹⁰. Ainsi g correspond à la fois au taux d'augmentation du PIB, du PIN et du RN.

Les deux lois fondamentales du capitalisme et les enseignements à en tirer

La première loi correspond à :

$RK/RN = RK/K * K/RN$, avec RN le revenu national, RK les revenus du capital, et K le capital.

K figurant au numérateur de la fraction-produit et à son dénominateur, cette loi est une tautologie utile pour faire apparaître les déterminants de la part des revenus du capital dans le revenu national, et par complément de la part des salaires. Ces déterminants sont : le taux de rentabilité du capital et le capital ou patrimoine exprimé en années de revenu, ce qu'on pourrait appeler la place du patrimoine dans la richesse comme il a été dit dans le texte plus haut. En nommant ses trois membres A, r et β cette loi devient : $A = r * \beta$

La seconde loi correspond à : $\beta = K/RN = s/g$, avec s le taux d'épargne et g le taux de croissance du PIB aussi bien que du revenu, PIB et revenu national étant considérés comme équivalents (voir plus haut dans l'annexe). s est égal à : épargne annuelle/RN, l'épargne correspond à une ponction sur le revenu et vient augmenter le capital.

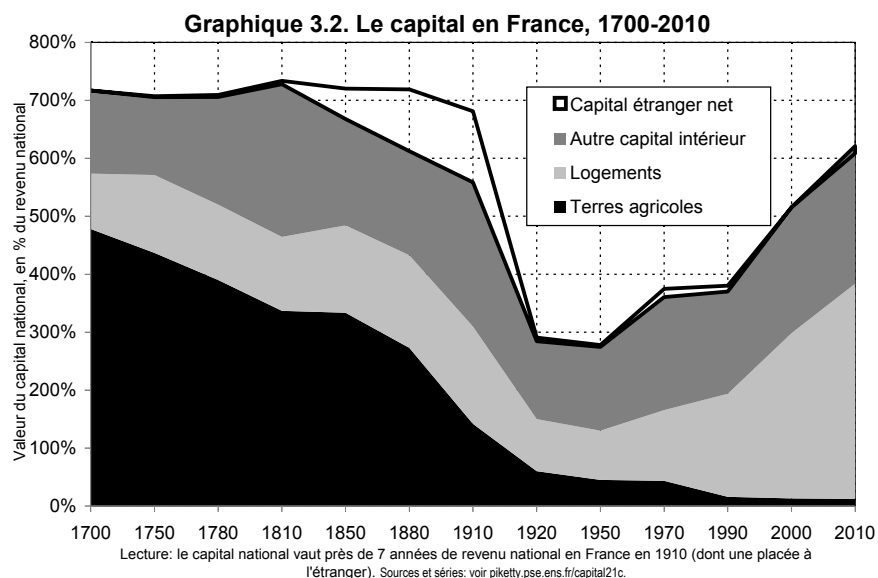
D'après cette loi si $s = 12\%$ et $g = 2\%$ la moyenne de K/RN de la période est de 6. Cette loi consiste donc à dire que si la ponction sur le revenu à des fins d'accumulation du capital est 6 fois plus forte que la croissance de ce revenu, sur le long terme, le capital tendra à valoir six années de revenu. L'objectif de cette loi est de substituer aux valeurs de K et RN, les taux de variation correspondants, ces der-

⁹⁰ Chapitre 1, § : Revenu et production

niers sont plus utiles pour dégager les tendances de l'économie que les grandeurs de K et de RN. Ainsi pour rendre compte de la conjoncture économique le taux de croissance du PIB est plus intéressant que sa valeur. Le passage de valeurs à leur variation est donc justifié, mais le rapport des variations reflète-t-il le rapport des valeurs ? De ce point de vue on peut dire que l'équivalence entre K/RN et s/g n'est valable que sur le temps long. Sur un temps court la valeur moyenne de la période est fortement influencée par la valeur de départ de K/RN, alors que le temps long en minimisera l'importance et dans ce cas s/g sera très proche de K/RN moyen.

Piketty cherche à faire de ces lois des instruments d'analyse de périodes historiques. Le but de la seconde loi est de caractériser l'histoire des inégalités par la place du capital à diverses périodes à travers le rapport s/g équivalent à K/RN. Ce qui suppose que r et g soient des valeurs caractéristiques de périodes longues. C'est ce qui semble correspondre à la réalité, ainsi les Trente Glorieuses peuvent être caractérisées par un taux de croissance durablement fort et un taux d'épargne durablement faible tandis que dans les années 70 le contraire se produit, et cette tendance à la croissance faible et à l'épargne de niveau élevé – taux autour de 15% en France – revient dans les années 2000, après des années 80 et 90 où ces deux taux sont plutôt instables.

Les enseignements à tirer des deux lois apparaissent quand on introduit dans la première loi la valeur prise par A dans la seconde, on obtient : $A = r * s/g$: L'affaiblissement de g, pousse vers le haut, à la fois : s/g qui correspond au rapport capital/revenu ; et A, part des revenus du capital dans le revenu national. L'enseignement à tirer quant aux causes des variations d'A, peut aussi être dit de la façon suivante : le creusement de l'écart entre r et g élève la part des revenus du capital dans le revenu national.



NB: Les chapitres 13 et 16: Un État social pour le xxi^e siècle et La question de la dette publique, sont traités dans deux développements séparés.

Retrouvez l'actualité des bibliothèques de Montreuil, ainsi que les dates et archives du club histoire, sur notre site : <https://montreuil.bibliotheques-estensemble.fr>